

Gironde 2050 : changer de perspective

Projections démographiques
des territoires girondins

étude

09 / 2026

SOMMAIRE

Un tournant démographique en France

La population française ne croît plus que grâce aux migrations internationales...
... pour combien de temps encore ?

p.4

p.4

p.5

Comprendre ce qui fait varier la population

Quatre facteurs pour expliquer la variation d'une population

Fécondité : poursuite de la baisse ou reprise ?

Mortalité : vers un tassement des gains d'espérance de vie ?

Les migrations internationales : la grande inconnue

Les migrations au sein du territoire national : le cœur des modèles de projections démographiques locales

p.6

p.6

p.7

p.8

p.9

p.9

Quelles trajectoires démographiques possible en Gironde ?

Hypothèses et scénarios mobilisés

Hausse continue, stabilisation ou baisse de la population ?

Une croissance inégalement répartie

Quatre types de trajectoires possibles pour les EPCI girondins

Des scénarios qui remodelent les équilibres girondins

Une révolution des âges à venir

La baisse de la natalité va avoir des effets importants et durables sur les territoires

La baisse à venir du nombre d'étudiants et de jeunes actifs, conséquence directe de la baisse de la natalité

Les adultes en âge d'activité seront en progression, mais pas partout

Les baby-boomers, ces jeunes retraités

La progression du grand âge, un phénomène massif

p.10

p.11

p.12

p.13

p.14

p.15

p.16

p.17

p.18

p.19

p.20

p.21

Changer de perspective

Prévoir autrement

Rien n'est écrit

p.22

p.22

p.23

Annexe 1 : méthodologie

p.25

Annexe 2 : résultats détaillés par EPCI

p.27

Le 6 juin 2026, l'Insee publiait de nouvelles projections démographiques qui ont créé l'émotion : selon le scénario central, la population française amorcerait un déclin après 2037, soit dans à peine plus d'une décennie. En 2070, la France compterait trois millions de français de moins qu'aujourd'hui.

Cette annonce suivait de quelques mois la non moins stupéfiante nouvelle que la France entrait dans le club des pays présentant un solde naturel négatif, c'est-à-dire où les naissances ne compensent plus les décès et où l'accroissement démographique, s'il y en a, ne provient plus que des migrations internationales.

Dans ce contexte, la Gironde, un des départements les plus dynamiques en termes démographiques, va-t-elle connaître la même trajectoire descendante ?

Pour répondre à cette question et éclairer les nouveaux exécutifs locaux en début de mandat, l'agence d'urbanisme a reconduit son partenariat avec Christophe Bergouignan, chercheur démographe de l'université de Bordeaux pour réaliser un nouvel exercice de projections démographiques.

Les résultats de ces travaux confirment localement les projections nationales avec toutefois un certain décalage, tout en les nuanciant au regard de spécificités locales. Ils amènent à réfléchir sur de nombreux points : quels objectifs inscrire dans les politiques publiques, comment les élus gèrent-ils la décroissance de la population, comment composer avec les nouveaux rapports d'âges de la population ?

Un tournant démographique en France

La population française ne croît plus que grâce aux migrations internationales...

C'est officiel depuis 2025, la population française ne croît plus que grâce à son solde migratoire. En effet, les décès sont en nombre supérieur aux naissances.

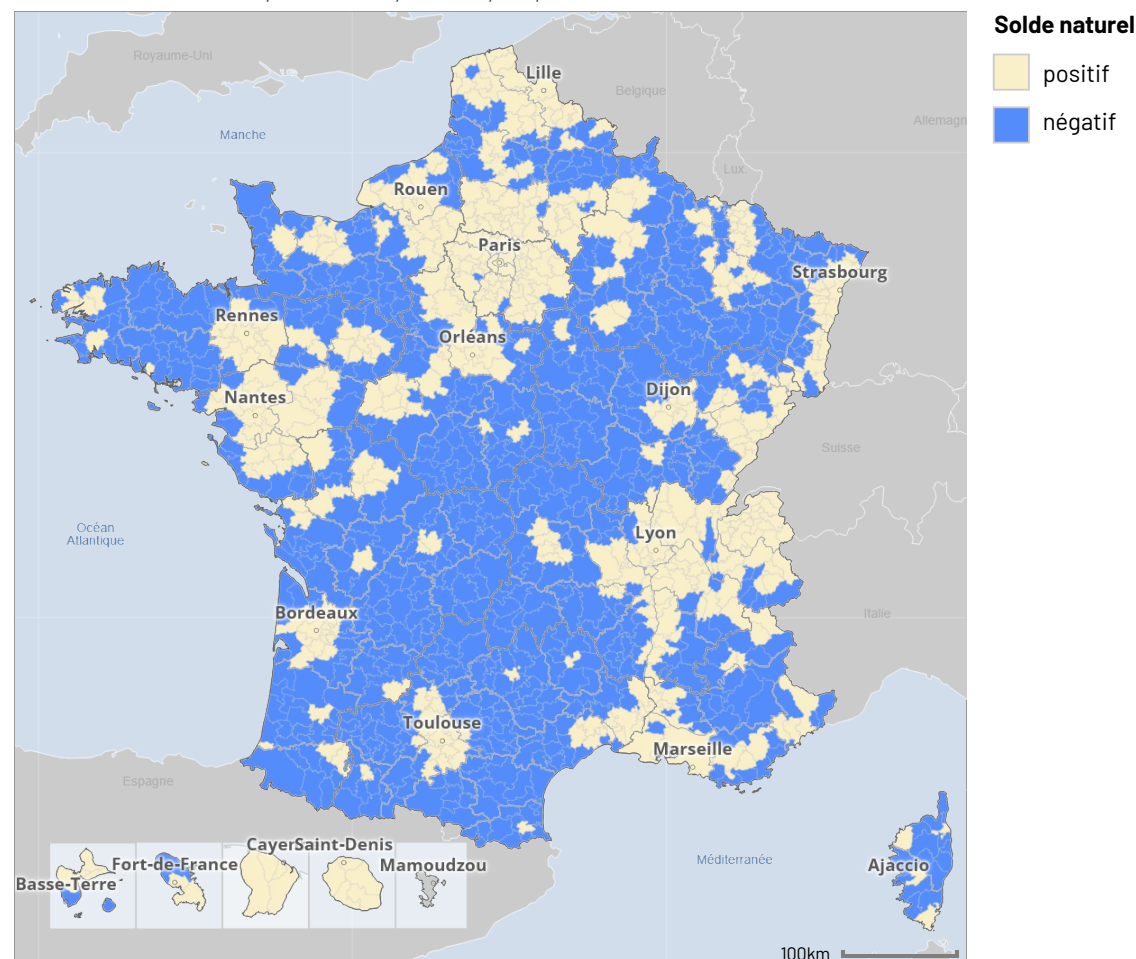
Meurt-on plus aujourd'hui en France ? Oui et non. Non, car les taux de mortalité restent très bas. Oui, car il y a plus de personnes atteignant des âges où, physiologiquement, la mortalité est plus forte.

Ce solde naturel négatif de 2025 va-t-il se poursuivre ? Oui, sans aucun doute, compte tenu, d'une part, de la forte baisse de la natalité et, d'autre part, de l'arrivée à des âges de plus en plus élevés des générations nées après-guerre, qui comprennent des volumes importants.

Entre 2016 et 2023, comme le montre la carte de l'INSEE ci-dessous, 753 des 1 255 intercommunalités françaises observaient d'ores et déjà un solde naturel négatif, soit 6 sur 10. Sont épargnés les grandes agglomérations, une partie de l'est du Pays, de l'Alsace au littoral en passant par le sillon rhodanien et les Outre-mer.

Solde naturel des intercommunalités françaises

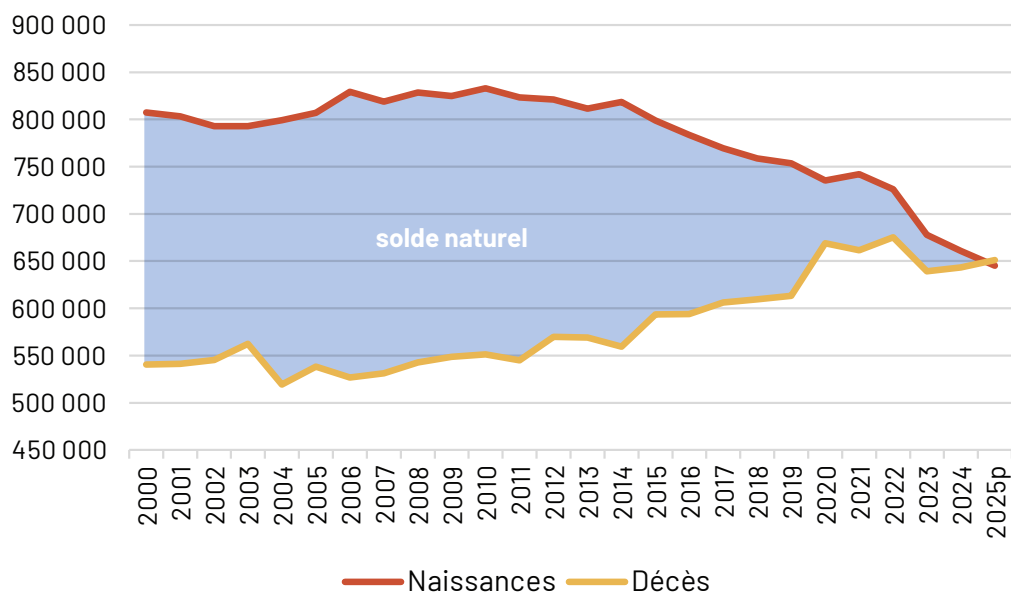
Source : Insee, séries historiques du RP, exploitation principale



Géographie au 01/01/2025 - © IGN - Insee 2025

Évolution des naissances, des décès, et donc du solde naturel en France depuis 2000

Source : INSEE



... pour combien de temps encore ?

En juin 2026, l'Insee publie de nouvelles projections de la population française jusqu'en 2070. Par rapport aux exercices précédents, l'institut a réajusté ses hypothèses, notamment de fécondité. Les deux facteurs les plus volatils des projections sont les migrations internationales et la fécondité.

Les migrations internationales dépendent de nombreux facteurs qu'il est souvent difficile d'anticiper (politiques migratoires, événements internationaux...).

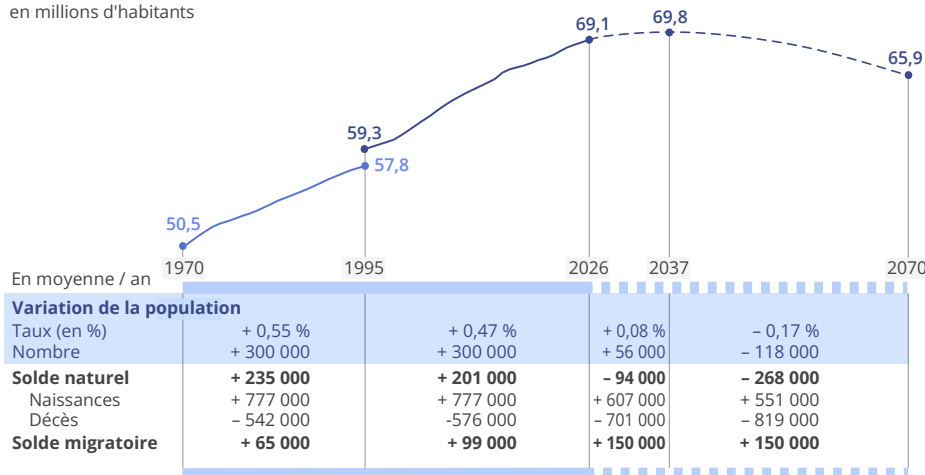
Les variations de fécondité sont également difficiles à prévoir. En 2025, l'indicateur conjoncturel de fécondité (cf. encadré ci-dessous) en France a été de 1,56 enfant par femme. Pour comparaison, la moyenne de l'OCDE est de 1,4 en 2024, et pour le pays européen le moins fécond, l'Espagne, 1,1.

Le scénario central poursuit les tendances de mortalité (avec des gains un peu plus modérés d'espérance de vie) et de fécondité (avec une poursuite de la baisse de la fécondité) et majore le solde migratoire. Malgré ce dernier facteur, le scénario central prévoit une baisse de la population à partir de 2038, soit dans une douzaine d'années.

Population de 1970 à 2070 selon le scénario central de projection

Source : INSEE

en millions d'habitants



Qu'est-ce que l'indicateur conjoncturel de fécondité ?

L'indicateur conjoncturel de fécondité (ICF) est la somme des taux de fécondité par âge observés une année donnée. Il correspond au nombre d'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie si les taux de fécondité observés l'année considérée à chaque âge demeuraient inchangés.

Source : INSEE

Lecture : De 2026 à 2037, selon le scénario central, la population augmenterait en moyenne de 56 000 personnes par an, soit +0,08 % par an, pour atteindre 69,8 millions d'habitants en 2037.

Champ : France métropolitaine jusqu'en 1995, France hors Mayotte de 1995 à 2013, France à partir de 2014.

Source : Insee, estimations de population, statistiques d'état civil et scénario central des projections de population 2026.

Comprendre ce qui fait varier la population

Quatre facteurs pour expliquer la variation d'une population

Toute population évolue selon quatre composantes :

- les naissances (comptabilisées dans la commune de résidence habituelle de la mère);
- les décès (comptabilisés dans la commune de résidence habituelle du défunt);
- les entrées sur le territoire considéré, qu'elles proviennent d'un territoire voisin, national ou international;
- les sorties vers un autre territoire voisin, français ou vers l'étranger (ces dernières n'étant pas comptabilisées, mais estimées par déduction).

La différence entre les deux premiers facteurs constitue le solde naturel (SN), celle entre les deux suivants représente le solde migratoire (SM). De l'addition des deux soldes résulte l'évolution démographique.

Les projections démographiques vont appliquer à la population résidente des hypothèses qui vont jouer sur ces facteurs. Elles prendront en compte les tendances les plus récentes, qu'elles infléchiront de manière plus ou moins marquée, ou qu'elles prolongeront dans une hypothèse tendancielle.



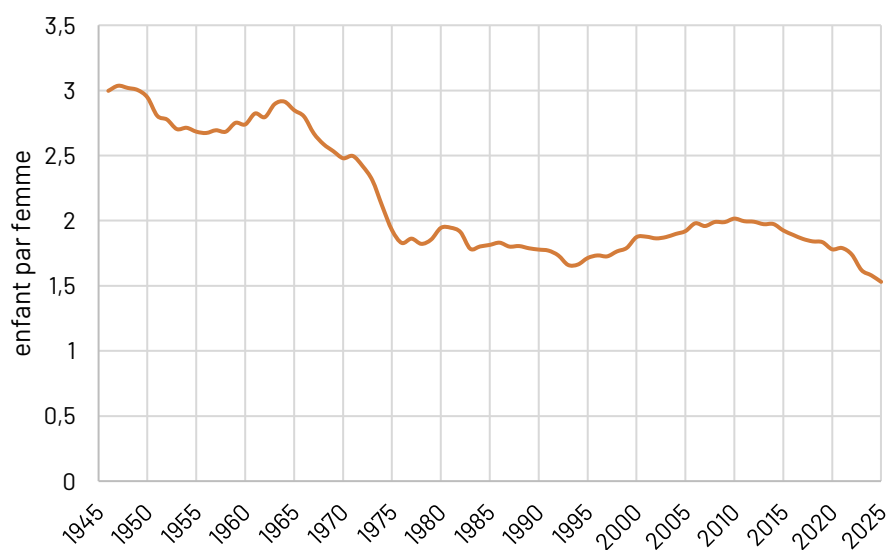
Fécondité : poursuite de la baisse ou reprise ?

La fécondité est en baisse dans l'ensemble des pays. En France, après avoir fortement chuté dans les années 1970, la fécondité des femmes françaises a oscillé jusqu'à atteindre 1,66 enfant par femme en 1994 pour finalement remonter à 2,02 en 2010. La France faisait alors un peu figure d'exception dans le paysage des pays industrialisés. En dépit de la baisse continue observée depuis, elle reste toutefois dans le peloton européen des pays à fécondité est moins basse.

Comment la fécondité va-t-elle évoluer dans les prochaines années ?

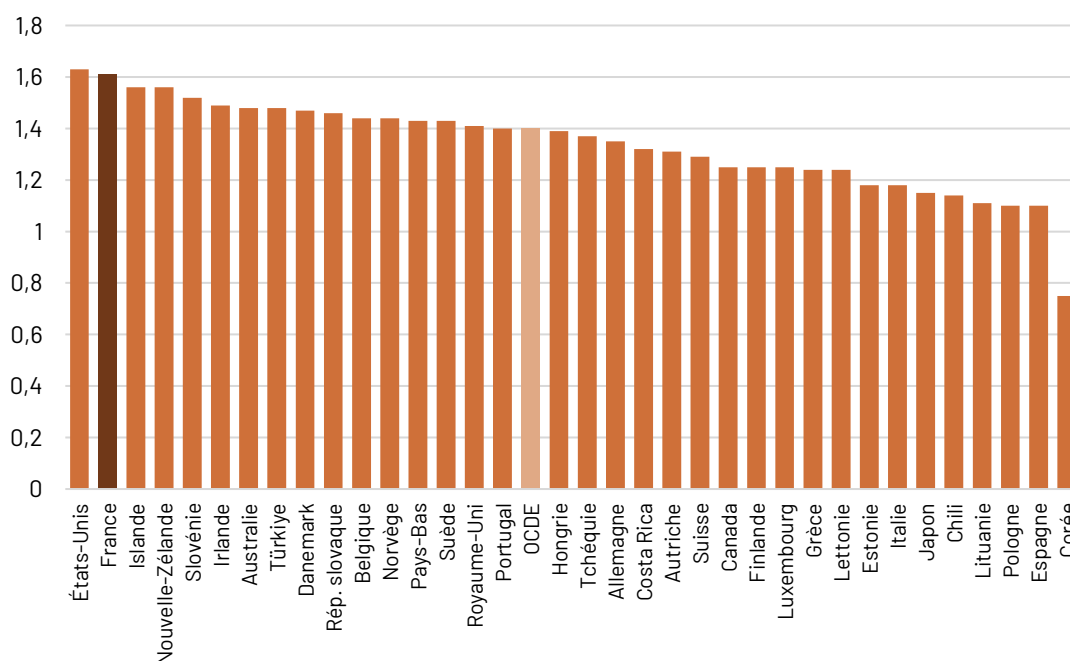
Les périodes de crise et d'incertitudes sont généralement propices à une baisse de la fécondité. Mais la France conservera-t-elle son avantage ou va-t-elle rejoindre les autres pays industrialisés ? Par ailleurs, la fécondité peut poursuivre sa baisse de plusieurs manières : du fait d'un moindre nombre d'enfants par femme ou par plus de femmes sans enfant, sinon les deux. À nombre d'enfants égal, ces deux trajectoires peuvent induire des ménages de configuration différentes, et donc des besoins en logements de nature différente.

Évolution de l'indicateur conjoncturel de fécondité en France métropolitaine de 1945 à 2025



Source : INSEE

Nombre moyen d'enfant par femme en 2024 des pays membres de l'OCDE



Source : OCDE

Mortalité : vers un tassement des gains d'espérance de vie ?

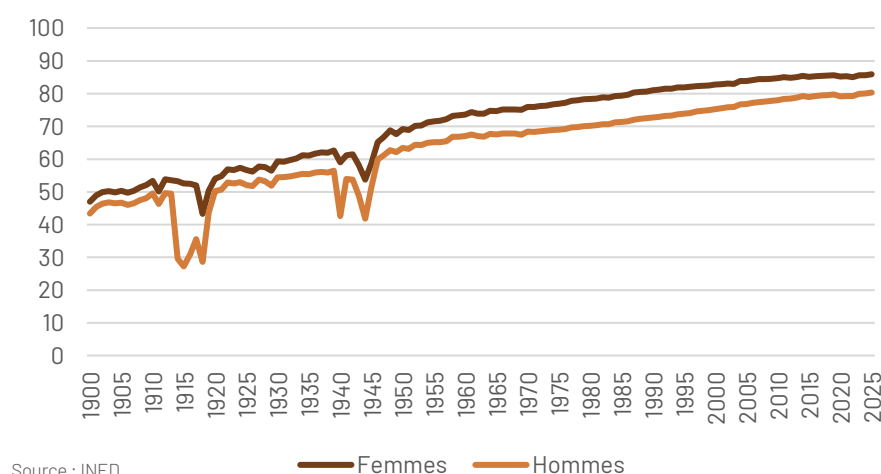
Les gains d'espérance de vie ont été très importants au XX^e siècle. En 1900, l'espérance de vie à la naissance¹, les deux sexes réunis, était de 45,2 ans. En 2025, elle était passée à 83,1 ans (80,3 ans pour les hommes et 85,9 ans pour les femmes). Les décès d'enfants sont devenus rares et la lutte contre les maladies cardio-vasculaires et les cancers permet d'allonger la vie.

Les gains d'espérance de vie continuent de progresser, mais de manière plus modérée depuis les années 2010. Certains événements, pour l'instant exceptionnels, ont pu la faire reculer : les canicules (2003, 2026), le COVID en 2020, mais aussi des épisodes de grippe ou de gastro-entérite, comme en 2012, 2015, année ayant également subi un épisode caniculaire, ou 2022, cumulant reprise du COVID et canicule.

Les événements climatiques et sanitaires ont un impact direct sur la mortalité. Le réchauffement climatique, vecteur de canicules et événements météorologiques extrêmes, pourrait donc affecter l'espérance de vie. En dépit d'avancées médicales majeures, le nombre de cancers a doublé entre 1990 et 2023². Cette augmentation tient à la croissance de la population et à son vieillissement, mais également à un certain nombre de facteurs externes, comme les comportements et habitudes de vie, mais également de facteurs environnementaux ; pollution de l'air, de l'eau, des sols...

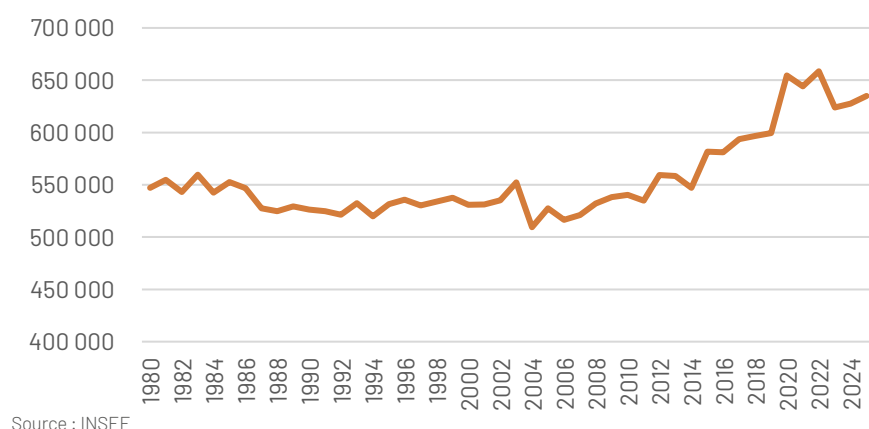
Il est donc vraisemblable que les gains d'espérance de vie soient moindres à l'avenir. L'exemple des États-Unis prouve que l'espérance de vie peut même régresser, ce qui a été le cas pendant plusieurs années sous l'effet des overdoses d'opioïdes, des homicides et d'une médecine hors de prix limitant les possibilités de soins des personnes non assurées.

Évolution de l'espérance de vie en France de 1900 à 2025



Quelle que soit l'évolution de l'espérance de vie, le nombre de décès va cependant croître, du fait de l'arrivée aux âges élevés des générations nombreuses nées de 1946 à 1974.

Évolution du nombre de décès en France de 1980 à 2025



1. L'espérance de vie est le nombre d'années moyen qu'une personne peut espérer vivre aux conditions de mortalité observée d'une année donnée.

2. <https://www.sante.fr/cancers-les-chiffres-cles>

Les migrations internationales : la grande inconnue

Les migrations internationales, entrées en France et départs vers l'étranger, alimentent la dynamique démographique. Cela est particulièrement vrai pour l'Île-de-France, point d'entrée principal en France, mais également dans une moindre mesure pour les grandes métropoles. Le modèle de projection se déclinant sur l'ensemble du territoire national, un volume plus ou moins important d'entrées rejaillira sur l'ensemble des migrations intérieures par effet de ricochet.

Le solde migratoire international se calcule en observant essentiellement les entrées, parfois difficiles à cerner car elles comprennent un halo de personnes migrantes sans papiers légaux. Les sorties sont déduites par différence entre l'évolution de la population totale et les entrées sur le territoire. Par définition, le système statistique français ne connaît pas le nombre et le profil des personnes qui partent à l'étranger.

Les entrées sur le territoire national relèvent de la politique nationale et sont donc sujettes à évolution en fonction des décisions. Le récent durcissement des conditions d'inscription et d'hébergement des étudiants étrangers en est un exemple. Cependant, le manque de croissance naturelle de la population résidente et la décroissance démographique attendue amèneront peut-être à réviser la position de la France, comme l'a fait le gouvernement de Giorgia Meloni en Italie.

Mais l'accroissement migratoire dépend également des sorties, encore plus difficile à prévoir. Il peut s'agir de jeunes étudiants partant étudier à l'étranger, de cadres en expatriation, de retours vers leur pays d'origine de personnes immigrées ou issues de l'immigration...

Les migrations au sein du territoire national : le cœur des modèles de projections démographiques locales

En France métropolitaine, 4,3 millions de français ont changé de commune en 2022, ce qui représente 6,6 % de la population française, et les deux tiers des personnes ayant déménagé (le tiers restant ayant déménagé au sein de leur commune de résidence). Ces changements de commune sont le moteur des dynamiques inter-territoriales.

Leur évolution dépend de nombreux facteurs, notamment l'évolution locale du parc de logements, celle-ci étant à la fois cause et conséquence de l'attractivité.

Migrations et évolutions du parc de logements sont donc étroitement liées. Comme il est difficile de prévoir les unes comme les autres à l'échelle d'une grande région comme la Nouvelle-Aquitaine, l'exercice de projection a consisté en un prolongement des tendances récentes, modulées en fonction des spécificités de la Nouvelle-Aquitaine en matière de comportements démographiques¹.

1. Les méthodes de projection utilisées sont présentées en annexe 1.

Quelles trajectoires démographiques possible en Gironde ?

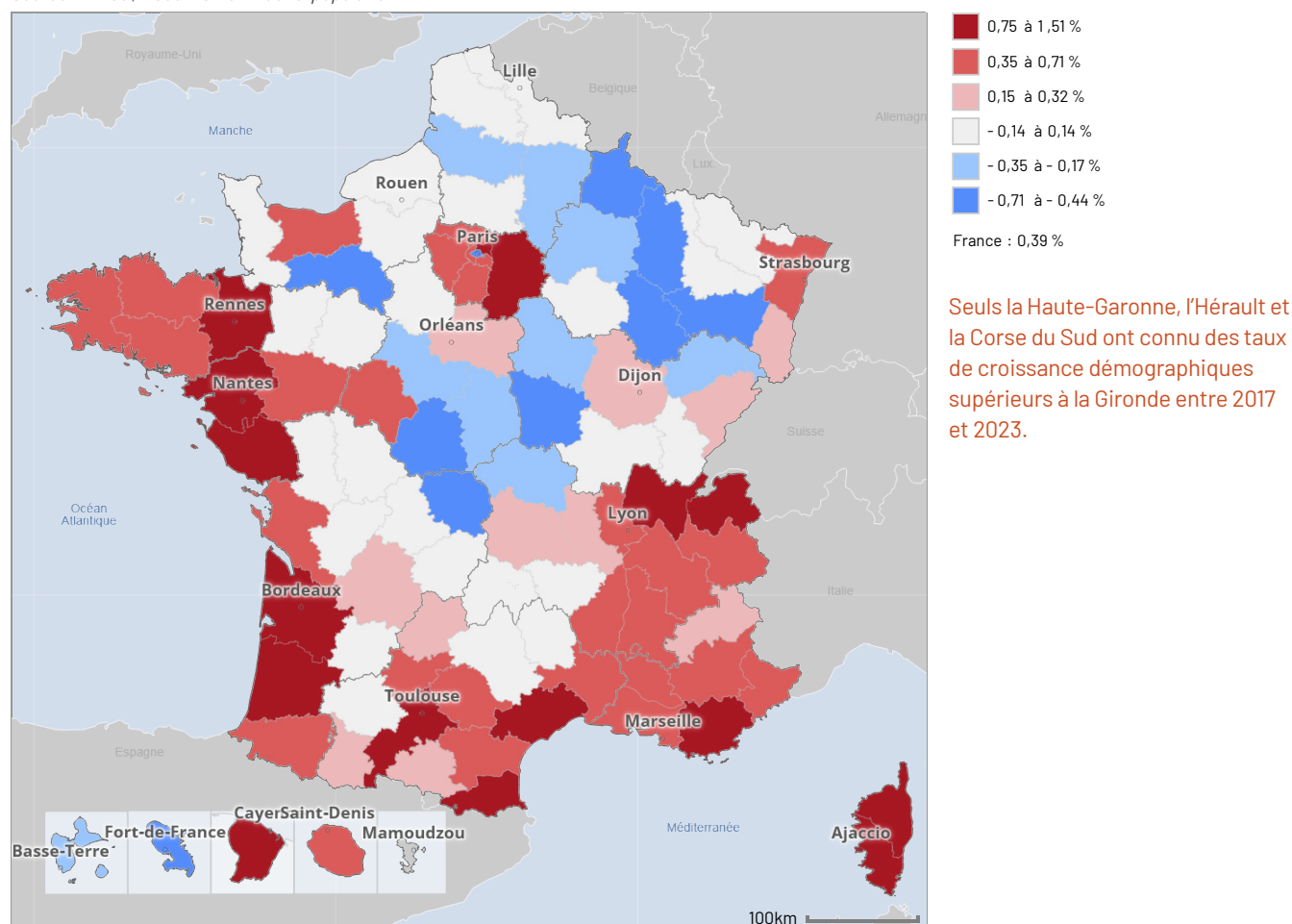
La Gironde, qui est un des départements les plus dynamiques en termes démographiques, va-t-elle connaître un renversement de sa croissance ? Son attractivité non démentie la met-elle à l'abri d'une baisse de population alors que le solde naturel est d'ores et déjà négatif dans de nombreux territoires ?

La Gironde, un des départements les plus dynamiques de France

La Gironde est le quatrième département métropolitain en termes de croissance de population

Évolution annuelle moyenne de la population entre 2017 et 2023

Source : Insee, Recensement de la population

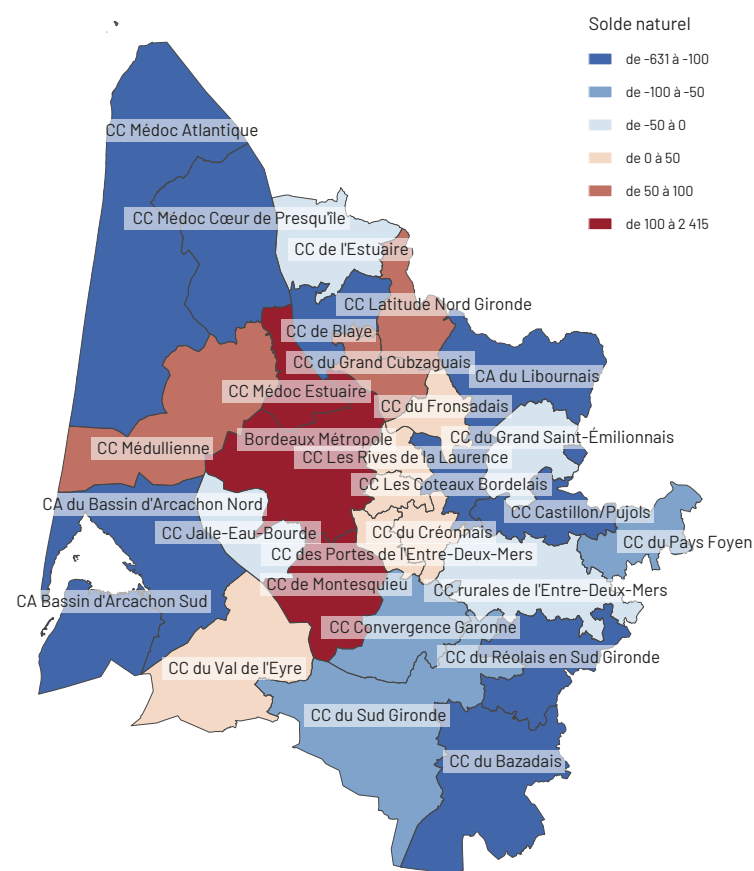


Géographie au 01/01/2025 - © IGN - Insee 2025

En Gironde, un solde naturel négatif ou nul dans 56 % des communes

En 2024, 300 communes ont un solde naturel négatif, 71 un solde nul et 234 un solde positif ;
16 EPCI sur 28 ont un solde naturel négatif

Source : INSEE



Hypothèses et scénarios mobilisés

Après discussions techniques et partenariales, il a été décidé de bâtir les nouvelles projections démographiques sur trois hypothèses démographiques.

L'hypothèse **tendancielle** repose sur la poursuite des évolutions nationales récentes :

- la poursuite tendancielle de la baisse de la fécondité ;
- l'amélioration tendancielle de l'espérance de vie ;
- un maintien des tendances récentes en matière de migrations internationales.

L'hypothèse de **population haute** correspond à un scénario marqué par :

- un redressement de la fécondité ;
- une progression plus forte de l'espérance de vie ;
- une augmentation du solde des migrations internationales.

L'hypothèse de **population basse** traduit :

- une baisse plus rapide de la fécondité qu'observé précédemment ;
- des gains d'espérance de vie plus limités ;
- une réduction des apports migratoires internationaux.

Pour toutes les hypothèses, les tendances ont été modulées en fonction des spécificités de comportement de mortalité et de fécondité des différents EPCI Néo-Aquitains.

À ces trois hypothèses s'ajoutent deux scénarios résidentiels appliqués uniquement à l'hypothèse tendancielle. Ils permettent d'appréhender l'effet des comportements résidentiels et des dynamiques territoriales locales.

Le scénario de **resserrement** suppose une concentration accrue de la population au sein de Bordeaux Métropole et des principaux pôles urbains régionaux.

Le scénario de **desserrement** repose a contrario sur un renforcement des mouvements résidentiels vers les territoires périphériques.

Hausse continue, stabilisation ou baisse de la population ?

Les trois hypothèses démographiques ont des effets importants sur la trajectoire de la population girondine¹, laissant ouvert le champ des possibles.

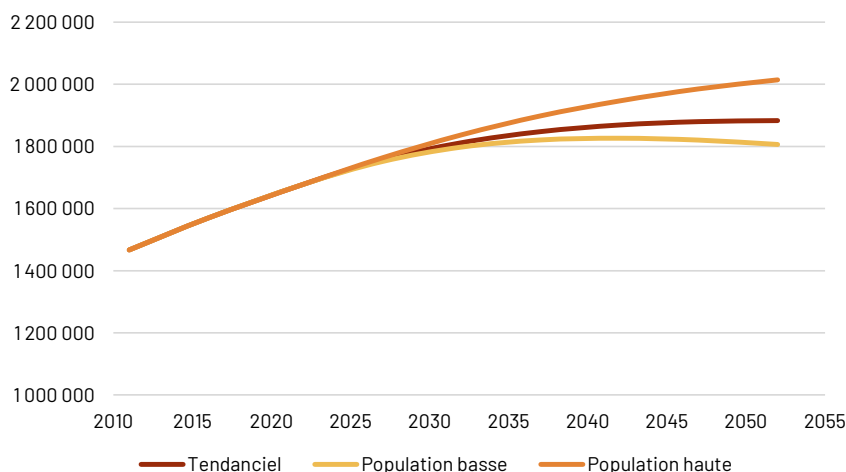
L'hypothèse tendancielle conduit à une stabilisation de la population dans les années 2050. La croissance se ralentirait progressivement avec une population s'établissant vers 1,88 millions d'habitants en 2052.

Dans le cas de la réalisation d'hypothèses de fécondité, mortalité et migrations internationales plus pessimistes, la population girondine pourrait baisser dès le début des années 2040.

A contrario, la combinaison d'un fort regain de la fécondité, d'une mortalité en fort recul et d'un solde migratoire élevé permettrait à la population girondine de poursuivre sa croissance. En revanche, les taux de croissance se réduiraient progressivement.

Rappelons qu'il s'agit de projections théoriques, et que les différentes projets locaux et contingences territoriales, à commencer par la capacité des territoires à se développer, qui peut rendre ces projections irréalistes. Par ailleurs, la surexposition de la Gironde aux risques liés au réchauffement climatique (canicules, feux de forêt notamment) est un facteur pouvant affecter son attractivité future. Enfin, plus on s'éloigne dans le temps, plus la projection est incertaine.

Les futurs possibles girondins



Population projetée de la Gironde en 2050 :

- tendanciel : **1 882 000 habitants**
- population basse : **1 812 000 habitants**
- population haute : **2 003 000 habitants**

Population girondine 2022
(y compris communes de Dordogne - voir note en bas de page)
1 677 818 habitants

Source : Christophe Bergouignan pour a'urba, traitements a'urba

À cette échelle départementale, les scénarios territoriaux n'ont pas d'impact. Se superposant à la courbe tendancielle, ils n'ont pas été représentés sur ce graphique.

1. Les projections étant réalisées avec les EPCI comme maille de base, la population girondine est la somme des 28 EPCI qui la composent et prend en compte les deux communes de Dordogne qui appartiennent à Castillon/Pujols et au Pays Foyen (2 880 habitants à elles deux le 01/01/2022).

Une croissance inégalement répartie

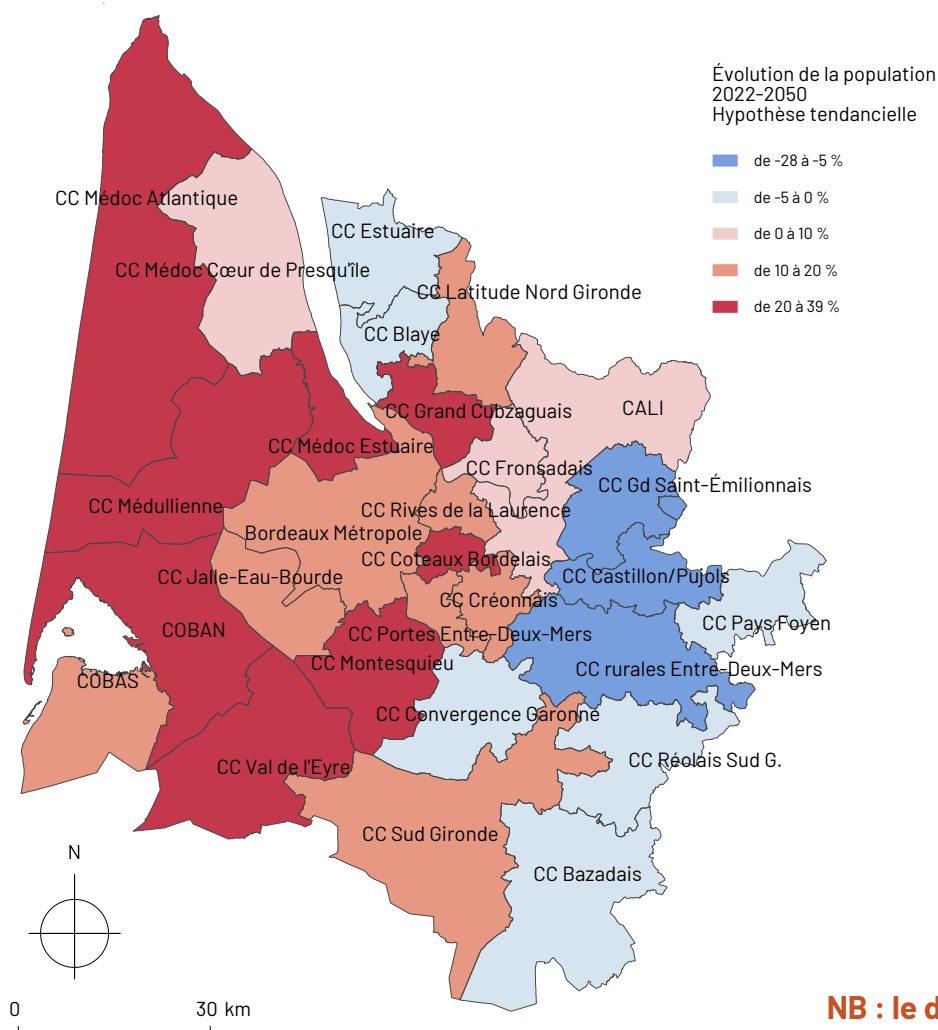
Les projections démographiques prolongent les tendances migratoires et d'évolution du parc de logements passées. Elles peuvent les intensifier par excès ou par défaut en fonction des hypothèses démographiques retenues et des scénarios territoriaux envisagés. Elles reproduisent donc en partie les dynamiques girondines déjà observées : est du département moins dynamique, parfois inscrit dans une décroissance démographique ancienne ou plus récente ; ouest girondin bénéficiant de l'attractivité de la métropole bordelaise et du littoral aquitain.

Entre 2016 et 2022, période servant de socle aux projections, trois intercommunalités (Pays Foyen, Castillon/Pujols et Grand-Saint-Émilionnais) ont vu leur population baisser, ce qui pourrait donc perdurer au-delà de cette date.

D'autres intercommunalités, d'un faible dynamisme démographique et/ou caractérisées par une population âgée, devraient voir leur population rapidement se réduire, après une stagnation ou une légère croissance : communes rurales de l'Entre-Deux-Mers, Bazadais, Blaye, Estuaire, Médoc Cœur de Presqu'île, Réolais-en-Sud-Gironde, mais aussi Calvi ou Fronsadais. Le Sud Gironde pourrait également voir sa population stagner, après une croissance de + 10 % dans les prochaines années.

Les autres territoires girondins devraient poursuivre une trajectoire de croissance, avec cependant un tassement dans les taux de croissance après les années 2040.

Évolution tendancielle de la population 2022-2050



NB : le détail par EPCI des différentes hypothèses et scénarios est présenté en annexe.

Source : Christophe Bergouignan pour a'urba, traitements a'urba

Quatre types de trajectoires possibles pour les EPCI girondins

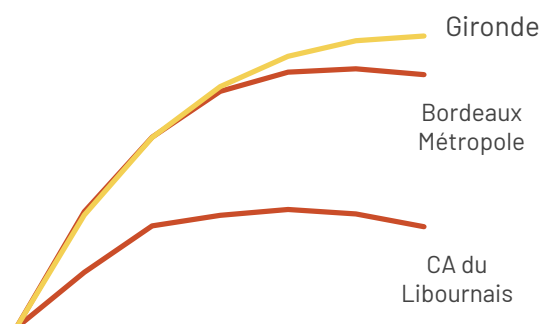
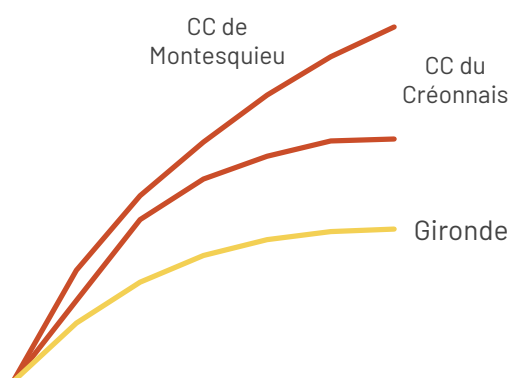
Une croissance continue

Cas de figure le plus fréquent, ces intercommunalités girondines pourraient voir une croissance démographique continue jusqu'en 2050. Elles seraient au nombre de 15, à l'ouest du département, le long du littoral et autour de la métropole bordelaise. Leurs taux de croissance devraient progressivement se ralentir, voire amorcer une stagnation, comme dans le Créonnais ou le Sud Gironde.

Une croissance suivie d'une baisse de population mais avec un niveau de population en 2050 supérieur à celui de 2022

Bordeaux Métropole, La Cali, le Fronsadais et Médoc Coeur de Presqu'île devraient observer une croissance de population avant que celle-ci ne fléchisse. Leur pic de population pourrait advenir autour de 2037 ou 2042, voire 2047 pour Bordeaux Métropole.

Exemples de trajectoires (scénario tendanciel)

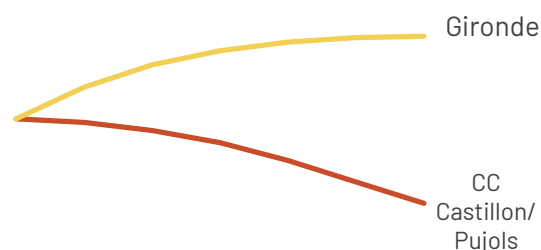
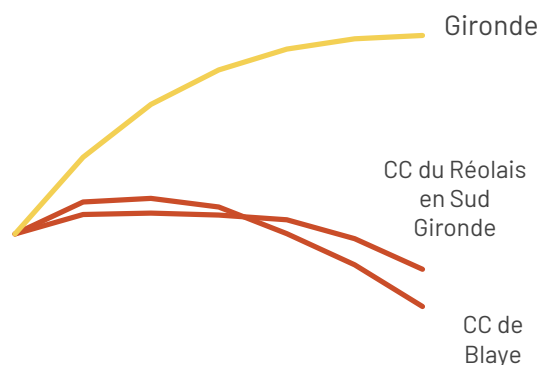


Une croissance suivie d'une baisse de population qui tend vers un niveau de population en 2050 inférieur à celui de 2022

Six EPCI (Convergence Garonne, Blaye, Estuaire, Bazadais, Réolais et les communes rurales de l'Entre-Deux-Mers) devraient voir leur population croître quelques années, avant d'amorcer une décroissance les conduisant à un niveau de population inférieur à celui observé en 2022.

Une baisse de population déjà amorcée

Castillon/Pujols, le Grand-Saint-Émilionnais et le Pays Foyen ont perdu des habitants entre 2016 et 2022. Les projections de population s'appuyant sur ces tendances passées, elles prolongent cette baisse.



Des scénarios qui remodelent les équilibres girondins

Le choix a été de détailler jusqu'à présent les résultats de l'hypothèse tendancielle des projections de population. Les hypothèses haute et basse sont présentées dans des tableaux en annexe 2.

La première assurerait à la Gironde de poursuivre une croissance démographique. Pour autant, elle ne lui permettrait pas d'échapper au vieillissement, avec une croissance accentuée du nombre des personnes âgées. Mais, s'appuyant également sur une reprise de la natalité, la population des moins de 18 ans se stabiliserait. Cependant, une dizaine d'EPCI verraient leur population baisser d'ici 2050, et leur pic de population serait atteint plus tardivement que dans l'hypothèse tendancielle.

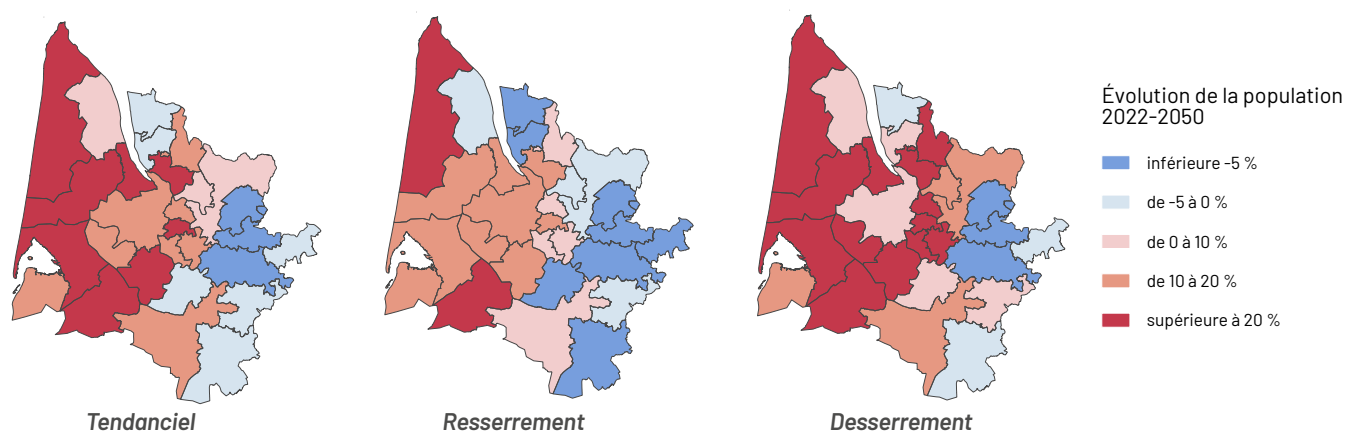
A contrario, l'hypothèse basse engendrerait une stagnation de la population girondine dans les années 2040, avant une baisse. Seuls une douzaine d'EPCI continueraient de croître jusqu'en 2050. Les autres verraient leur pic de population, pour certains, dès 2027. Les moins de 18 ans baisseraient de 20 % (contre 11 % pour l'hypothèse tendancielle), alors que le vieillissement restera fort, légèrement atténué par rapport aux autres hypothèses par une hausse de la mortalité.

Les scénarios déclinent l'hypothèse tendancielle. Bien que testés à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine, ils n'ont que peu d'impact sur l'évolution globale de la population girondine. En revanche, ils modifient les rapports entre territoires au sein du département.

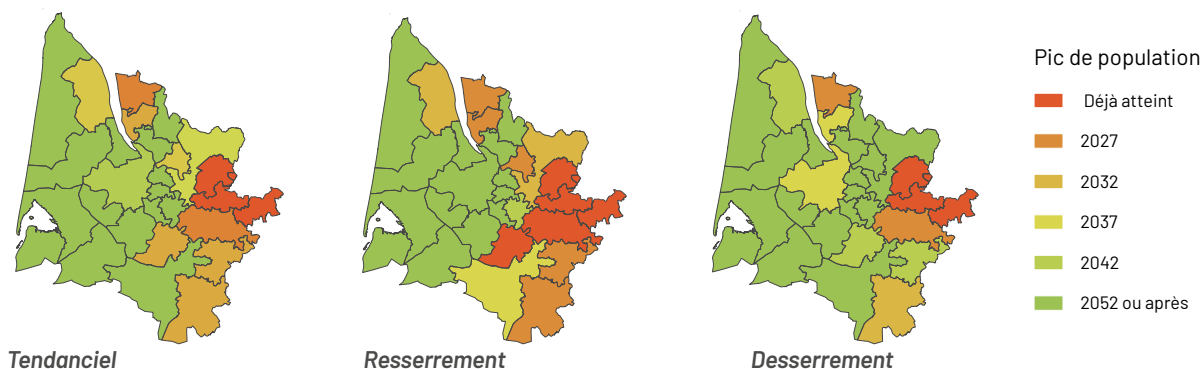
Le scénario de resserrement limiterait les départs vers l'extérieur de la métropole bordelaise. Cela suppose une forte accélération du parc de logements, supérieure à la croissance récente qu'il a connu. Parallèlement, la couronne périurbaine verrait un ralentissement dans la croissance du parc de logements, ralentissement également observable, légèrement atténué pour l'est du département. Quant au littoral, la COBAS serait peu impactée par les scénarios, poursuivant sa croissance de manière tendancielle, alors que Médoc Atlantique observerait un léger ralentissement.

Le scénario du desserrement décline les phénomènes inverses : très forte accélération de la croissance du parc de logements des territoires périurbains conjuguée à un fort ralentissement dans la métropole.

Évolution projetée de la population 2022-2050 des EPCI girondins selon les scénarios



Année du pic de population (approché à un pas quinquennal) selon les scénarios



Source : Christophe Bergouignan pour a'urba, traitements a'urba

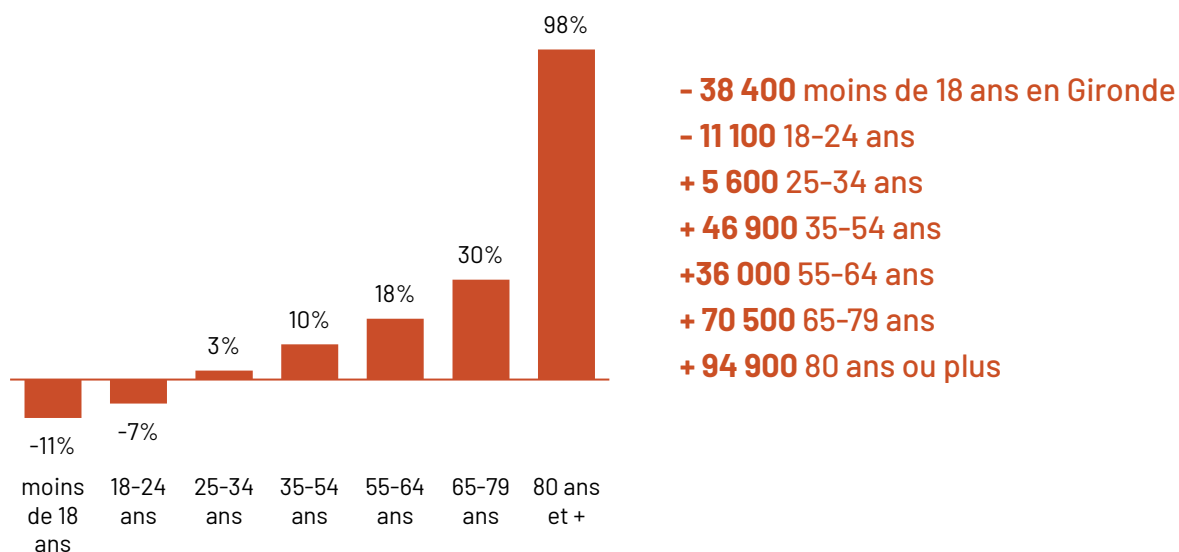
Ces scénarios sont théoriques, ils ont pour but de permettre d'ouvrir le champ des projections. Ils ne se réaliseront qu'à la condition de fortes évolutions du parc de logements. Par ailleurs, le terme de ces projections est lointain, cela signifie donc que ces évolutions doivent perdurer durant un temps long, ce qui n'est pas probable pour tous les territoires.

Une révolution des âges à venir

En s'intéressant aux enfants, jeunes et personnes âgées, on constate l'ampleur des bouleversements à venir. Les jeunes de moins de 18 ans vont être moins nombreux alors que les autres âges progressent d'autant plus que ceux-ci sont élevés.

C'est ce qui va être détaillé dans les pages qui suivent. Territorialement, cela aura des répercussions notables et il sera important d'éviter une confrontation des âges, mais au contraire considérer chaque génération comme complémentaire aux autres. L'inclusivité, l'intergénérationnalité des politiques, mais aussi des équipements adaptés à chaque âge sont vraisemblablement les clés du développement territorial à venir.

Taux d'évolution 2022-2050 de chaque classe d'âges



Source : Christophe Bergouignan pour a'urba, traitements a'urba

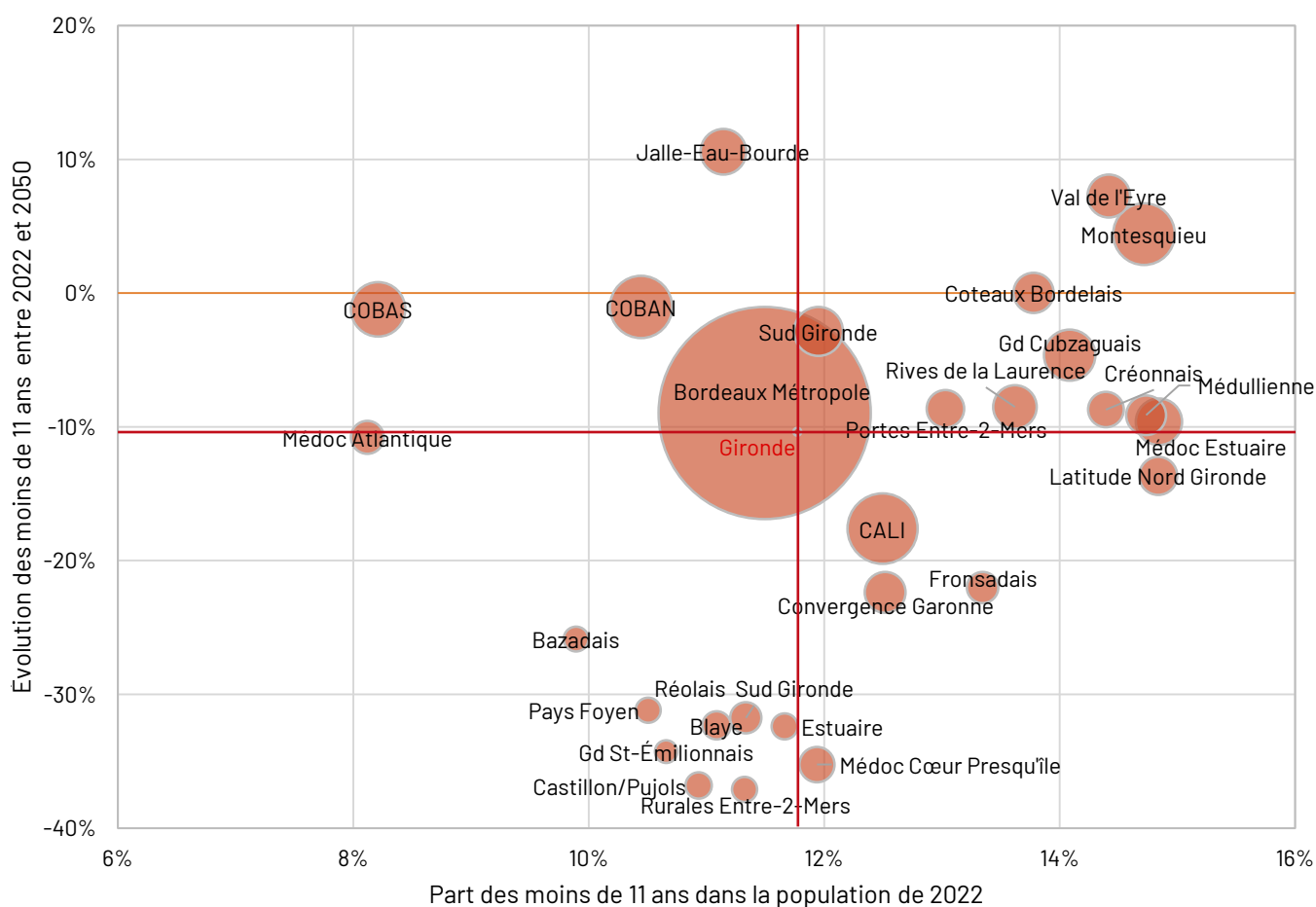
La baisse de la natalité va avoir des effets importants et durables sur les territoires

La baisse de la natalité, observable depuis une quinzaine d'années en France, l'est plus récemment en Gironde. Elle est déjà perceptible dans les territoires girondins, dans lesquels les effectifs scolaires du primaire et du collège sont en baisse.

En l'absence d'une reprise de la fécondité, la baisse devrait se poursuivre. Les enfants de moins de 11 ans (enfants en âge préscolaire et en cycle primaire) devraient voir leurs effectifs se réduire de 10 % entre 2022 et 2050, leur part dans la population passant de 11,8 % à 9,4 %. Ils seront ainsi moins nombreux que les plus de 80 ans.

Si les tendances récentes se poursuivent, aussi bien en termes de fécondité des femmes que de développement local, 24 des 28 intercommunalités girondines auraient déjà atteint leur pic de population des moins de 11 ans et verraient ces effectifs se réduire de manière continue. Seuls Jalle-Eau-Bourde, Val de l'Eyre et Montesquieu pourraient voir les effectifs des moins de 11 ans poursuivre leur progression.

Poids des enfants de moins de 11 ans en 2022 et évolution attendue d'ici 2050



Source : Christophe Bergouignan pour a'urba, traitements a'urba

Clé de lecture :

Alors qu'ils représentent 11 % de la population du Pays Foyen en 2022, les moins de 11 ans devraient voir leur nombre baisser de 31 %. Dans le Val de l'Eyre, ils représentent 14 % de la population de 2022 et pourraient progresser de + 7 % selon l'hypothèse tendancielle.

Les ronds sont proportionnels au nombre d'enfants projeté en 2050

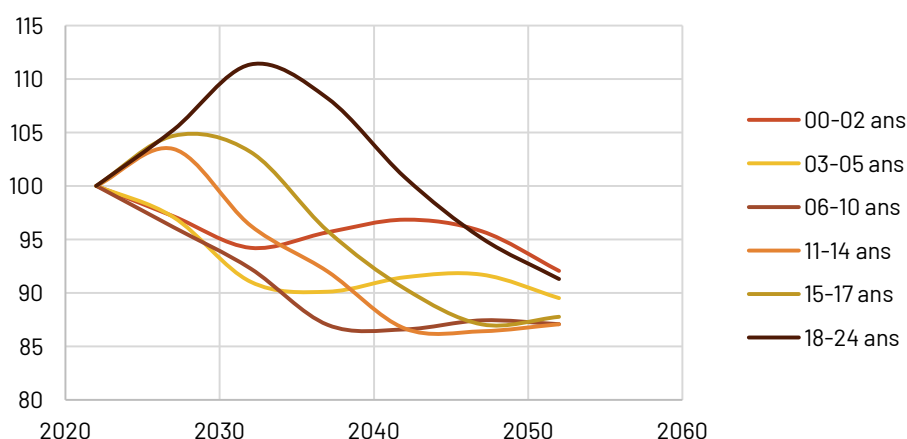
Cette baisse se répercutera en suivant sur les effectifs des enfants du cycle secondaire (collège et lycée, 11 à 17 ans inclus), avec une baisse généralisée dans l'ensemble des territoires girondins au plus tard après 2032. À l'échelle du département, les 11-17 ans devraient baisser de 13 %, passant de 8,3 % à 6,4 % de la population, soit de 139 200 à 121 700 adolescents.

La baisse à venir du nombre d'étudiants et de jeunes actifs, conséquence directe de la baisse de la natalité

Les étudiants sont un des moteurs de la croissance girondine. C'est particulièrement le cas pour Bordeaux Métropole, grand pôle de formation universitaire et privé. La baisse de la natalité observée en France depuis 2010 impactera prochainement les effectifs des 18-24 ans, dès 2028. L'attractivité de Bordeaux, l'étendue, la qualité et le rayonnement de son offre de formation, font que, localement, les effectifs des 18-24 ans continueront de croître encore quelques années. Mais, sauf dans le cas d'une reprise de la natalité, cette classe d'âges qui s'amenuise en France ne pourra plus alimenter la croissance girondine et bordelaise à long terme.

De ce fait, le nombre de jeunes en âge étudiant (c'est-à-dire l'ensemble des jeunes de 18 à 24 ans) devrait être amené à décroître en Gironde autour de 2032 et passer sous son niveau actuel vers 2042.

Évolution projetée des jeunes girondins des différentes classes d'âges (base 100 en 2022)



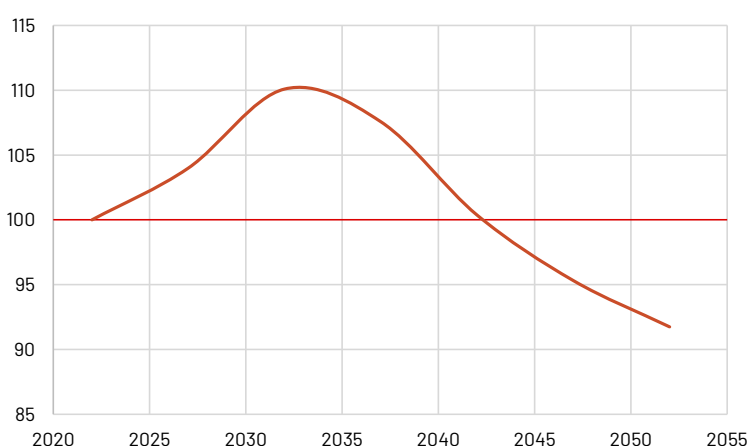
Source : Christophe Bergouignan pour a'urba, traitements a'urba

Le cas de Bordeaux Métropole, particulièrement exposée à l'évolution de la population étudiante

Bordeaux Métropole est caractérisée par une surreprésentation importante des jeunes de 18-24 ans du fait notamment de son offre de formation supérieure, à l'instar des grandes villes universitaires. Par conséquent, une baisse de la natalité a des conséquences directes en moins de deux décennies sur les effectifs d'étudiants. C'est pourquoi la métropole, du fait de sa spécificité et dont le moteur de la croissance démographique est la population étudiante, devrait pâtir de cette baisse de la natalité dans les années 2030.

Les effectifs des jeunes des âges étudiants devraient poursuivre leur croissance pendant une dizaine d'années avant d'entamer une décrue. Ils devraient être en nombre supérieur à leur effectif de 2022 jusqu'aux alentours de 2042. En termes de logements à destination des jeunes et des étudiants, les besoins, aujourd'hui mal couverts, vont donc continuer de croître et s'exprimer à minima jusque dans les années 2040.

Évolution projetée des jeunes de 18 à 24 ans dans Bordeaux Métropole (base 100 en 2022)



Le nombre de jeunes de 18 à 24 ans révolus dans Bordeaux Métropole devrait croître de 109 500 en 2022 à 117 800 en 2032, avant d'amorcer une baisse.

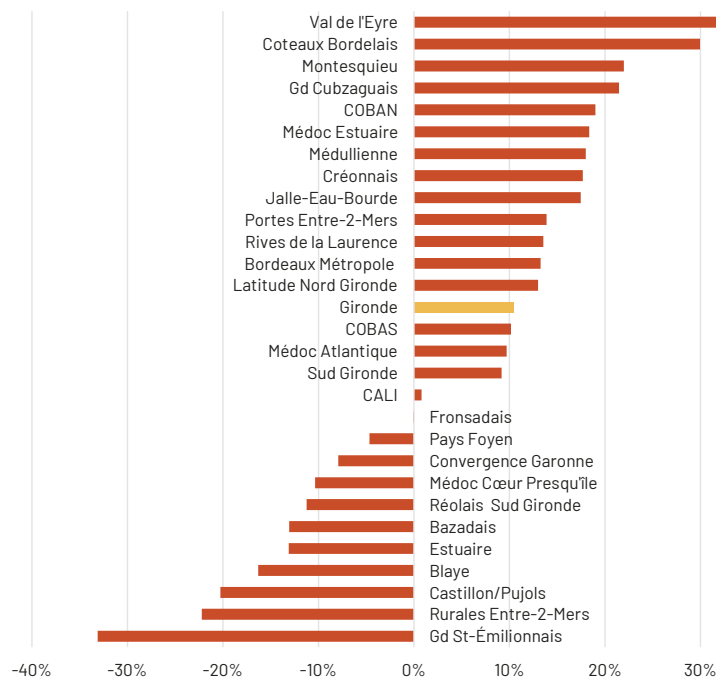
Source : Christophe Bergouignan pour a'urba, traitements a'urba

Les adultes en âge d'activité seront en progression, mais pas partout

Les adultes de 25 à 64 ans révolus, correspondant majoritairement aux âges actifs, seront en augmentation en Gironde, passant de 852 000 en 2022 à 940 200 en 2050 (soit + 10 %). Mais ils devraient baisser dans une dizaine d'intercommunalités moins dynamiques.

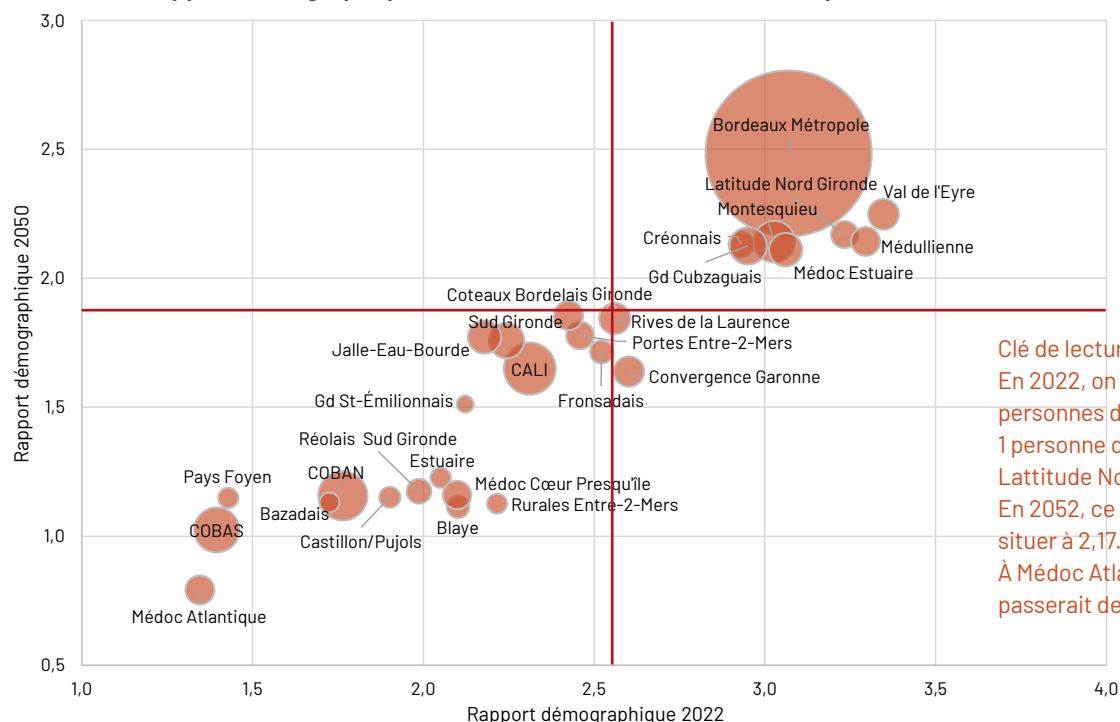
Le rapport démographique entre les adultes en âge actif (25-64) et les retraités (65 ans plus) va se réduire. En 2022, celui-ci s'établit à 2,55 personnes de 25 à 64 ans pour 1 personne de 65 ans ou plus. En 2050, ce ratio devrait se réduire à 1,88. Il pourrait tendre vers 1 dans la COBAS, voire y être inférieur à Médoc Atlantique. Dans ces territoires, il risque d'y avoir prochainement plus de personnes retraitées que de personnes en âge actif, ce qui pose la question du nombre des emplois nécessaires pour répondre aux besoins de cette population âgée.

Évolution projetée des personnes âgées de 25 à 64 ans entre 2022 et 2050



Source : Christophe Bergouignan pour a'urba, traitements a'urba

Évolution du rapport démographique entre les 25-64 ans et les 65 ans et plus



Les ronds sont proportionnels au nombre de personnes des 25 à 64 ans projeté en 2050

Source : Christophe Bergouignan pour a'urba, traitements a'urba

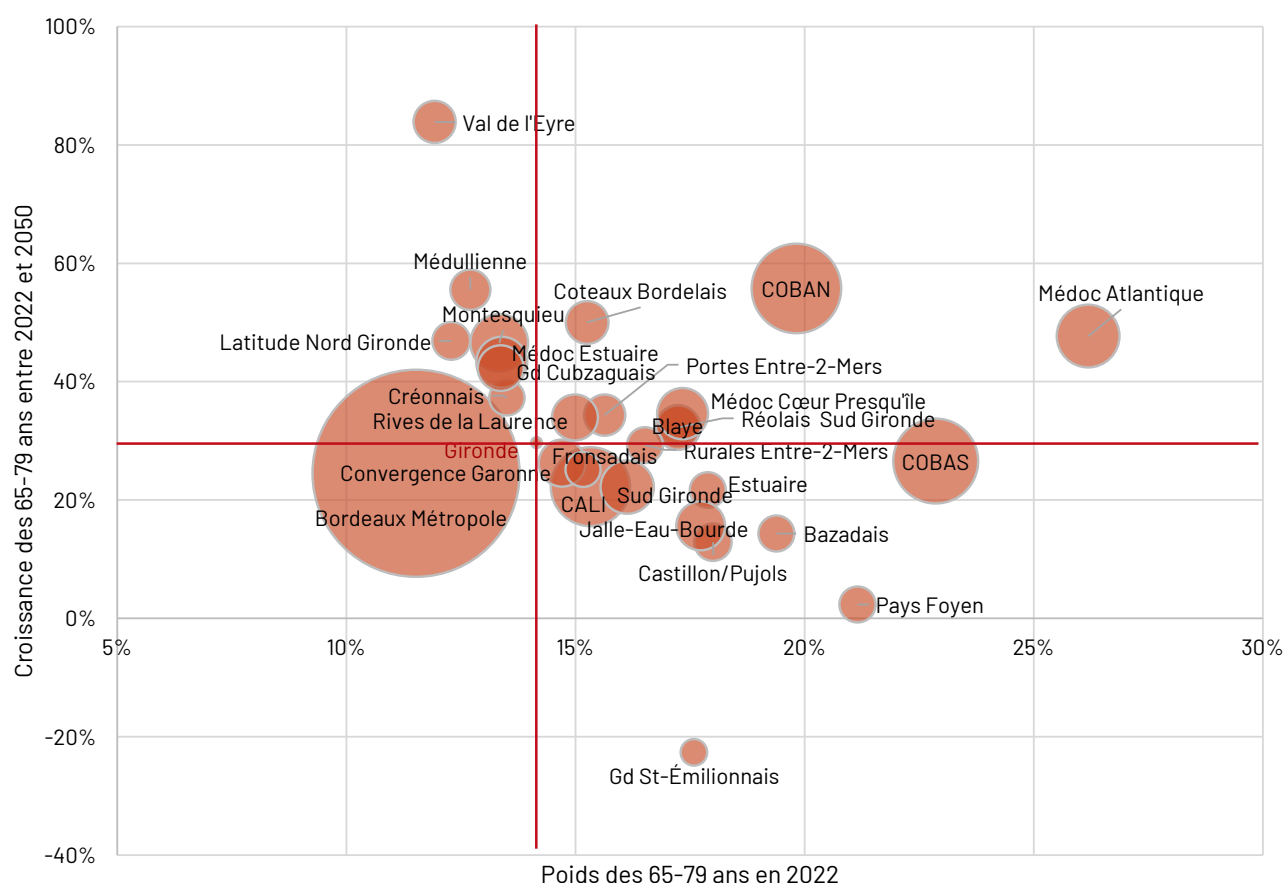
Les baby-boomers, ces jeunes retraités

Les 65-79 ans du recensement de 2022 sont nés entre 1943 et 1957. Ceux de 2050 seront nés entre 1971 et 1985. Autrement dit, ce sont toutes les générations d'après-guerre, jusqu'à celles des années 1970, qui restent en volume important, qui vont accéder à la retraite d'ici 2050.

Les 65-79 ans vont voir leur nombre passer de 237 400 à 308 000, soit une progression de + 30 %. En dehors du Grand-Saint-Émilionnais, tous les territoires seront concernés, à des degrés divers, jusqu'à + 56 % dans la COBAS et Médoc Atlantique ou + 84 % dans le Val de l'Eyre. Ils progresseront cependant de manière moindre que les très âgés (voir ci-contre).

Même si leur croissance augure d'un fort vieillissement, cette catégorie de population, détachée de son activité professionnelle passée, est généralement vecteur d'un fort investissement citoyen¹ et associatif² qui conjugue utilité sociale et interactions humaines. Certaines communes pourront voir le caractère « dortoir » de leur territoire s'atténuer avec des nouvelles sociabilités liées à la croissance des jeunes retraités.

Poids des personnes âgées de 65 à 79 ans en 2022 et progression attendue d'ici 2050



Les ronds sont proportionnels au nombre de personnes des 65 à 79 ans projeté en 2050

Source : Christophe Bergouignan pour a'urba, traitements a'urba

1. En 2023, 39,3 % des élus régionaux, départementaux, communautaires ou communaux ont 60 ans ou plus. Source : Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge. 2025.

2. Même s'il est en baisse depuis 2014, c'est chez les 65-74 ans que l'engagement associatif est le plus important, avec 31 % de membres d'une association en 2014. Même source que note précédente.

La progression du grand âge, un phénomène massif

Les personnes de 80 ans et plus représentent, en 2022, 5,8 % de la population girondine. Elles passeront à 10,2 % en 2050.

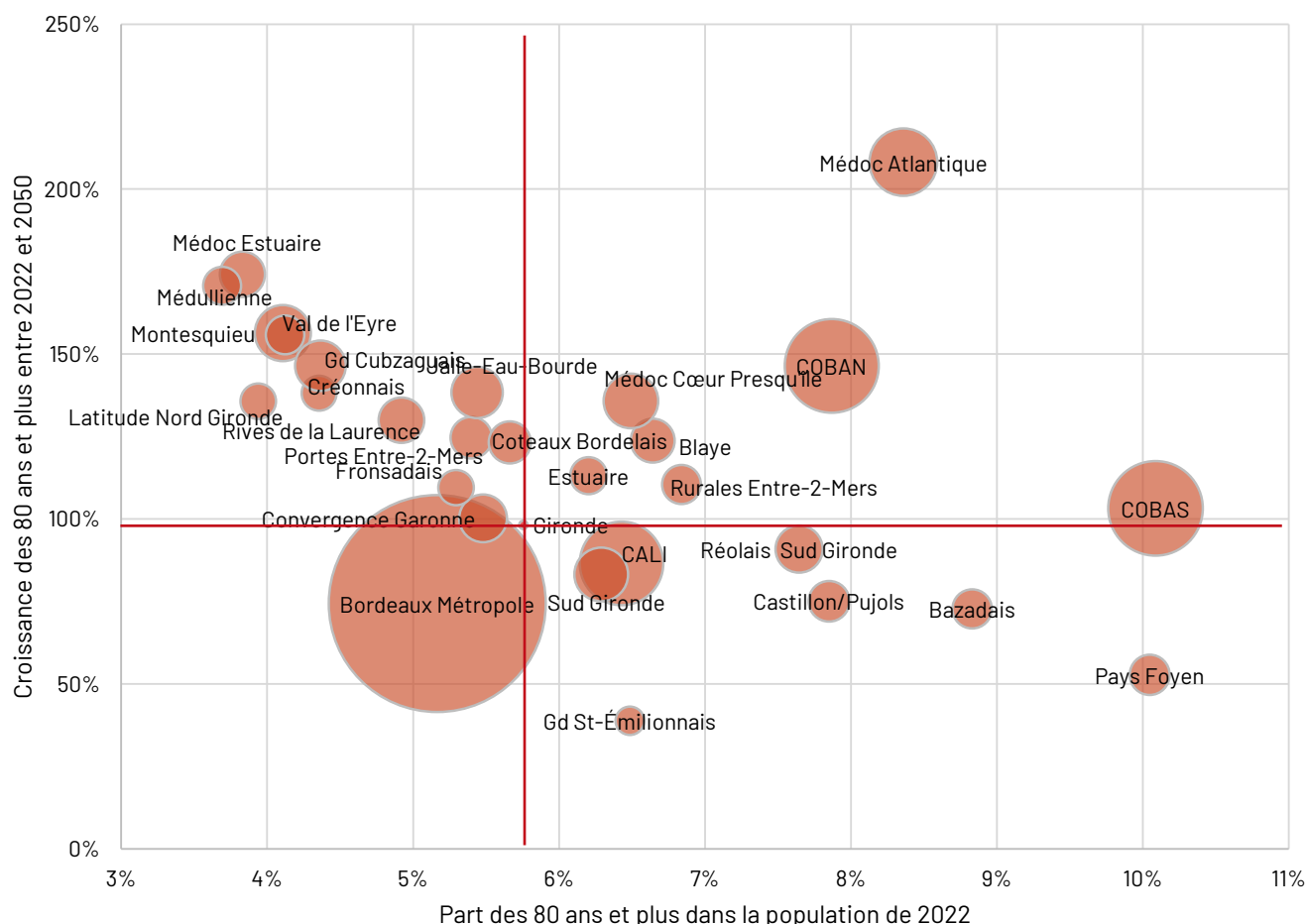
Ces proportions peu élevées cachent en fait un accroissement très important : leur nombre va doubler en Gironde et dans 20 EPCI girondins, et même tripler dans la communauté de communes de Médoc Atlantique. Elles passeront ainsi de 98 600 personnes en 2022 à plus de 191 400 en 2050.

L'évolution projetée montre que, en dehors de l'exception littorale et, dans une moindre mesure, du bassin d'Arcachon, plus la part de personnes âgées est faible en 2022, plus forte sera la croissance d'ici 2050. L'attractivité récente des territoires joue en faveur d'un vieillissement plus prononcé, du fait de l'arrivée aux âges élevés des ménages qui se sont installés dans les années 2000 à 2020.

Le littoral médocain voit sa population croître aujourd'hui grâce aux apports extérieurs de personnes retraitées et ce flux, contrairement à celui des étudiants dans la métropole bordelaise, ne devrait pas se tarir de sitôt, sauf renversement des comportements migratoires des retraités français.

Au-delà de l'adaptation des logements au vieillissement, c'est l'adaptation des territoires, et en particulier des secteurs périurbains, organisés autour d'une mobilité en voiture, qui va devenir cruciale dans les années à venir. Même si le maintien à domicile est à favoriser, plusieurs questions vont se poser sur la capacité de la population active, elle-même vieillissante, à fournir les aidants et les services nécessaires, tout comme sur le nombre d'établissements d'accueil (résidences autonomie, résidences services et EHPAD) nécessaires pour répondre aux besoins.

Poids des personnes âgées de 80 ans ou plus en 2022 et progression attendue d'ici 2050



Les ronds sont proportionnels au nombre de personnes âgées projeté en 2050

Source : Christophe Bergouignan pour a'urba, traitements a'urba

Changer de perspective

Prévoir autrement

Les nouvelles projections démographiques, qu'elles soient nationales, néo-aquitaines ou girondines, convergent vers le fait que la croissance démographique n'est plus acquise pour tous et peut se renverser. Certains territoires français, mais aussi girondins, le vivaient déjà, mais ils formaient plus l'exception que la règle. À l'avenir, ce sont surtout les territoires littoraux qui devraient poursuivre leur croissance, grâce à des apports continus d'habitants, souvent âgés, d'autres régions. Mais pour combien de temps encore puisque les baby-boomers¹ auront tous disparu dans les années 2070 ?

Un nombre croissant de communes va voir sa population décroître, ce qui peut-être politiquement et symboliquement difficile à assumer pour des dirigeants territoriaux, d'autant plus qu'un certain nombre de recettes et dotations, indexées sur le nombre d'habitants, sera mécaniquement revu à la baisse. L'un des risques est de voir se développer une concurrence entre territoires pour attirer des jeunes ménages, ce que s'avérera probablement peu fructueux et, dans un contexte de sobriété foncière et environnementale, peu vertueux, notamment si celle-ci se traduit par l'ouverture à l'urbanisation de secteurs pavillonnaires ?

Élus et acteurs locaux vont donc devoir, dans la plupart des territoires, assumer ce ralentissement, voire une baisse démographique. Les politiques publiques, les documents d'urbanisme devront anticiper et accompagner ces évolutions à la baisse, et non plus parier sur un hypothétique développement futur soutenu par une population en croissance.

L'attractivité de la Gironde est forte. Elle devrait pouvoir garantir à la plupart des intercommunalités (15 sur 28) une croissance démographique continue. Dans 10 autres, dont Bordeaux Métropole, la croissance sera suivie d'une baisse de population, ce qui se traduira, pour la moitié d'entre elles, par un niveau de population en 2050 qui pourrait être inférieur à celui observé en 2022.

Mais croissance continue ne signifie pas croissance constante. Même en cas de croissance continue, celle-ci devrait ralentir sous l'effet conjugué du vieillissement de la population et de la baisse de la natalité. Le renversement des équilibres démographiques sera le deuxième trait marquant des années à venir. Le nombre de personnes âgées va augmenter alors que celui des moins de 25 ans va décroître.

Cette nouvelle transition démographique² va changer le visage de la société française et les implications territoriales de cette transition sont nombreuses. Certaines sont déjà visibles, avec les fermetures de classes, les abandons de projets de construction de nouveaux collèges...

Les besoins des habitants vont évoluer : moins d'équipements scolaires, plus d'équipements et services pour les personnes âgées. Faudra-t-il reconvertir les uns au profit des autres ?

Au-delà des aspects sociétaux d'une société qui vieillit, c'est l'adaptation au vieillissement de l'espace du quotidien qui sera nécessaire. Que vont faire les ménages du périurbain après 80 ou 90 ans lorsque l'utilisation de la voiture devient problématique ? Que vont devenir les territoires littoraux dont la croissance provient essentiellement des personnes âgées si la population active, en croissance très limitée, ne parviendra plus à fournir l'activité servicielle dont celles-ci ont besoin ?

1. Baby-boomers au sens large, comprenant les nombreuses générations qui se sont succédées jusqu'en 1974.

2. En référence à la transition démographique durant laquelle la baisse de la fécondité, qui a suivi de quelques décennies la baisse de la mortalité, a permis aux pays d'atteindre un certain niveau de développement socio-économique. Cette transition a démarré à la fin du XVIII^e siècle en France et au Royaume-Uni.

Rien n'est écrit

Cet exercice de projections démographiques reste théorique. Il s'appuie sur le passé récent pour dessiner des futurs possibles. Or l'avenir sera forcément différent. Si l'évolution de la pyramide des âges des personnes déjà nées est relativement facile à prévoir, il n'en demeure pas moins plusieurs inconnues majeures, avec des incidences directes sur l'avenir.

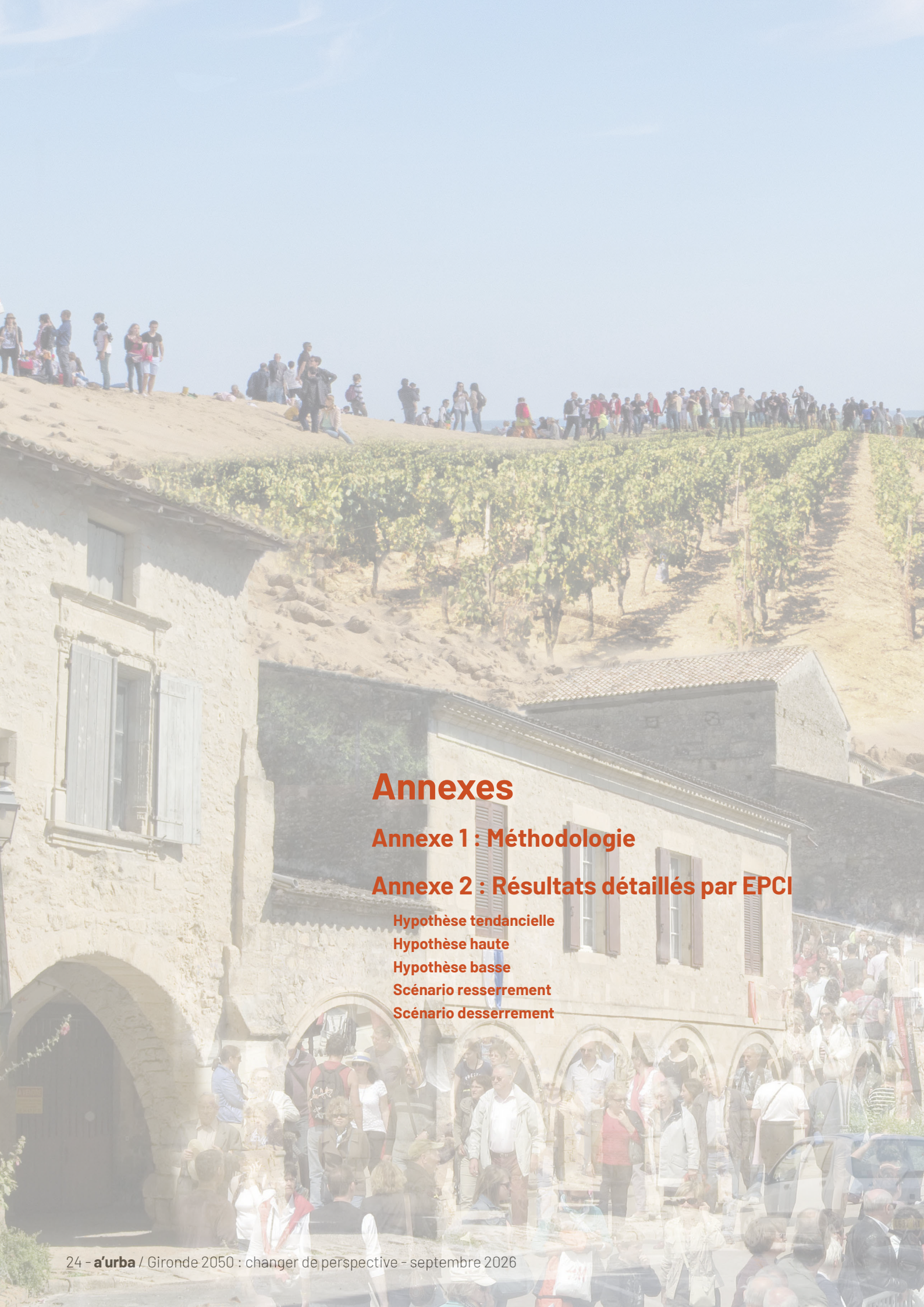
La première concerne l'évolution des naissances. Si la tendance mondiale est à la baisse de la fécondité des femmes dans l'ensemble des pays, quel que soit leur niveau de développement, on a pu, par période, observer quelques ressauts, comme en France entre 1993 et 2010, années durant lesquelles l'indice conjoncturel de fécondité est remonté de 1,66 à 2,016. Il est donc difficile de prévoir une tendance, de surcroît linéaire jusqu'en 2050, comme dans cet exercice de projection.

Deuxième grande incertitude, les migrations internationales, qui restent un sujet hautement inflammable dans le paysage politique français. C'est pourtant le facteur le plus facilement mobilisable pour limiter la baisse de la population et surtout pour maintenir une population active permettant de répondre aux besoins de l'économie et de la société française.

Troisième inconnue, les comportements résidentiels des ménages français. Le gigantesque incendie de juillet 2026 a eu un impact direct sur l'attractivité touristique de la Gironde, avec un nombre de visiteurs en forte baisse, y compris dans des secteurs qui n'ont pas subi ce fléau. Les images largement diffusées de l'événement vont-elles également avoir un impact auprès de ménages qui avaient en projet de venir s'installer en Gironde, notamment sur le littoral médocain si attractif envers les retraités français ? La succession de vagues de chaleur et de canicules, qui rend le sud de la France suffoquant une partie de l'été, va-t-elle également tourner les désirs résidentiels vers des régions un peu plus tempérées, globalement plus à l'abri de ces épisodes marquants ?

Enfin, l'avenir sera également dicté par les projets locaux. Les projections reproduisent une évolution récente du parc de résidences principales. Or celle-ci reflète, outre l'attractivité de chaque territoire, sa politique d'aménagement et de construction. Ces tendances récentes sont-elles pérennes ? Assurément non. Elles dépendent de nombreux facteurs : volonté municipale, planification locale, dispositions et obligations législatives (SRU, ZAN...), potentiel et coût du foncier...

Il convient donc de prendre cet exercice de projections démographiques pour ce qu'il est : un éclairage sur des futurs possibles des territoires girondins, mais finalement dont il est peu probable qu'ils se réalisent. Ils permettent d'ouvrir le débat et surtout de préparer aux tendances lourdes inévitables. Car si aucune de ces trajectoires ne se réalisera vraiment, certains effets sont incontournables. Pour les résumer, ils sont au nombre de trois : une baisse de la natalité probablement durable, un vieillissement massif et inéluctable et la fin du modèle quasi-universel de croissance.



Annexes

Annexe 1 : Méthodologie

Annexe 2 : Résultats détaillés par EPCI

Hypothèse tendancielle

Hypothèse haute

Hypothèse basse

Scénario resserrement

Scénario desserrement

Annexe 1 : méthodologie

Objectif, horizon et hypothèses

L'objectif est de projeter la population de 156 intercommunalités Néo-Aquitaines à l'horizon 2052 en partant des populations de 2022. Ces projections sont réalisées selon 5 hypothèses croisant :

- des hypothèses nationales de fécondité et de mortalité (localement modulées en fonction des spécificités de chaque territoire concernant ces 2 phénomènes), ainsi que des hypothèses nationales relatives aux migrations internationales.
- des hypothèses relatives aux dynamiques de construction de logements de chaque territoire, appelés scénarios.

		Hypothèses démographiques		
		Population basse (ICF vers 1,35 enfant/ femme en 2035 ; e_0 vers 83 ans sexes réunis en 2052 ; solde migratoire international maximal 2022-2025)	Evolutions tendancielle (ICF vers 1,5 enfant/ femme en 2030 ; e_0 vers 85 ans sexes réunis en 2052 ; solde migratoire international moyen 2022-2025)	Population haute (ICF vers 1,65 enfant/ femme en 2035 ; e_0 vers 86,5 ans sexes réunis en 2052 ; solde migratoire international maximal 2022-2025)
Scénarios territoriaux	Poursuite tendances 2016-2022	Population basse	Tendanciel	Population haute
	Desserrement	Non étudié	Desserrement	Non étudié
	Resserrement	Non étudié	Resserrement	Non étudié

Méthode de projection

La méthode de projection s'appuie sur la combinaison de plusieurs modélisations.

Le modèle principal s'appuie sur le renouvellement des habitants des logements. Les données mobilisées par ce modèle sont :

- le fichier MIGCOM du recensement rénové de la population (RRP) (caractéristiques du logement, ancienneté d'installation), permettant d'estimer les probabilités de maintien dans le logement et la contribution à l'occupation des logements libérés ou nouvellement construits.
- les données nationales détaillées sur la fécondité et la mortalité modules via des indices standardisés de spécificités locales (comme la descendance récente des habitants restés dans le logement et le profil par âge des habitants installés dans les logements libérés ou nouvellement construits).

Les **avantages** de cette modélisation basée sur le renouvellement des habitants des logements sont :

- la traduction directe des politiques d'habitat et d'aménagement,
- la relative permanence des comportements par classe de territoire.

Le principal **inconvénient** de cette modélisation basée sur le renouvellement des habitants des logements est la nécessité de redresser empiriquement les résultats pour une prise en compte complète des transformations des comportements démographiques à l'échelle nationale, ce qui implique un « calage » basé sur une autre modélisation.

1. e_0 : espérance de vie à la naissance

Pour réaliser ce « calage », on s'appuie sur un modèle multizones « pseudo-départemental² » lui-même « calé » sur un modèle de projection classique par composantes à l'échelon national. Les données mobilisées par ce modèle sont :

- le fichier MIGCOM du RRP (résidence antérieure),
- le fichier POP1B du RRP (population initiale),
- les données nationales détaillées sur la fécondité et la mortalité,
- des estimations personnelles des émigrations internationales,
- des estimations personnelles d'indices standardisés de spécificités locales (fécondité, mortalité).

Les **avantages** de cette modélisation multizones sont :

- la prise en compte des flux réciproques de mobilité résidentielle,
- la quasi-combinaison³ d'une projection nationale et pseudo-départementale.

Les **inconvénients** de cette modélisation multizones sont :

- la traduction opaque des hypothèses de mobilité résidentielle locale en termes de politique d'habitat et d'aménagement (raison pour laquelle elle est mobilisée uniquement dans un objectif de « calage »),
- les problèmes d'intégration des migrations internationales.

Précautions préalables à la mobilisation des résultats

Dans l'immense majorité, les résultats obtenus semblent plutôt robustes mais il convient de noter que les scénarios liés à l'habitat ne sont pas toujours discriminants (notamment dans les EPCI dont le nombre de logements a peu augmenté voire a diminué en 2016-2021), d'où, parfois, une absence ou quasi-absence de différence entre les trois scénarios tendanciels pour la mortalité et de fécondité (soit les scénarios « tendanciel », « resserrement » et « desserrement »).

2. Dans quelques rares cas, les agrégations d'EPCI ne s'ajustent pas aux frontières départementales. Cela concerne 4 EPCI, dont deux essentiellement girondins, comprenant chacun une commune de Dordogne.

3. La gestion des estimations des migrations internationales départementalisées peut ne pas faire totalement coïncider les résultats d'un modèle multizones avec une projection nationale, d'où la nécessité d'un « calage » supplémentaire.

Annexe 2 : résultats détaillés par EPCI

En cas d'utilisation de ces données, merci de préciser la source suivante : Christophe Bergouignan pour a'urba

Hypothèse tendancielle

	2022	2027	2032	2037	2042	2047	2052
Bordeaux Métropole	843 738	884 860	911 300	927 520	934 370	935 510	933 420
CA Bassin d'Arcachon Sud	69 892	73 310	76 320	79 160	81 250	82 720	83 670
CA du Bassin d'Arcachon Nord	72 703	78 860	83 220	87 230	90 830	93 900	96 560
CA du Libournais	93 359	95 540	97 350	97 770	98 000	97 820	97 320
CC Castillon/Pujols*	19 047	18 950	18 720	18 370	17 870	17 270	16 670
CC Convergence Garonne	32 781	33 090	33 270	33 120	32 920	32 580	32 000
CC de Blaye	20 458	20 860	20 910	20 800	20 460	20 070	19 540
CC de l'Estuaire	16 099	16 380	16 230	16 050	15 810	15 540	15 220
CC de Montesquieu	47 276	51 510	54 330	56 360	58 130	59 590	60 710
CC des Portes de l'Entre-Deux-Mers	22 414	23 550	24 380	25 000	25 620	26 040	26 390
CC du Bazadais	15 905	16 110	16 160	16 050	15 820	15 570	15 180
CC du Créonnais	18 263	19 460	20 640	21 230	21 560	21 790	21 810
CC du Fronsadais	17 712	18 110	18 310	18 480	18 460	18 370	18 270
CC du Grand Cubzaguais	37 566	40 380	43 100	44 360	45 280	45 970	46 490
CC du Grand Saint-Émilionnais	14 033	13 460	12 790	12 090	11 300	10 510	9 770
CC du Pays Foyen*	16 540	16 470	16 370	16 250	16 130	15 940	15 710
CC du Réolais en Sud Gironde	24 011	24 300	24 320	24 290	24 220	23 940	23 490
CC du Sud Gironde	39 775	41 190	42 530	43 610	44 050	44 260	44 370
CC du Val de l'Eyre	22 418	25 040	27 020	28 470	29 690	30 720	31 590
CC Jalle-Eau-Bourde	32 295	33 900	35 410	36 560	37 570	38 330	38 780
CC Latitude Nord Gironde	21 630	22 930	23 540	23 940	24 280	24 570	24 860
CC Les Coteaux Bordelais	22 075	23 560	25 040	26 320	27 470	28 440	29 170
CC Les Rives de la Laurence	28 873	30 060	31 030	31 830	32 480	33 060	33 500
CC Médoc Atlantique	28 306	30 100	31 730	33 430	34 990	36 470	37 700
CC Médoc Cœur de Presqu'île	30 896	31 380	31 660	31 710	31 700	31 360	30 950
CC Médoc Estuaire	30 654	33 010	34 250	35 180	36 080	36 780	37 370
CC Médullienne	22 484	24 150	25 470	26 210	26 850	27 370	27 780
CC rurales de l'Entre-Deux-Mers	16 615	16 660	16 540	16 330	16 010	15 560	15 050
Gironde*	1 677 818	1 757 190	1 811 940	1 847 730	1 869 200	1 880 010	1 883 340

* Y compris communes de Dordogne.

En cas d'utilisation de ces données, merci de préciser la source suivante : Christophe Bergouignan pour a'urba

Hypothèse haute

	2022	2027	2032	2037	2042	2047	2052
Bordeaux Métropole	843 738	888 350	927 200	958 180	980 690	998 690	1 011 770
CA Bassin d'Arcachon Sud	69 892	73 550	76 860	79 650	82 070	84 140	85 500
CA du Bassin d'Arcachon Nord	72 703	79 210	84 690	90 150	95 440	100 300	104 730
CA du Libournais	93 359	95 640	97 480	98 430	98 960	98 480	98 100
CC Castillon/Pujols*	19 047	19 090	19 030	18 860	18 540	18 170	17 610
CC Convergence Garonne	32 781	33 170	33 380	33 250	32 940	32 560	32 020
CC de Blaye	20 458	20 880	21 270	21 620	21 890	22 060	22 080
CC de l'Estuaire	16 099	16 410	16 510	16 500	16 430	16 280	16 070
CC de Montesquieu	47 276	51 650	55 290	58 330	61 240	63 840	66 080
CC des Portes de l'Entre-Deux-Mers	22 414	23 640	24 810	25 860	26 940	27 830	28 620
CC du Bazadais	15 905	16 130	16 240	16 290	16 200	16 000	15 710
CC du Créonnais	18 263	19 470	20 650	21 700	22 710	23 540	24 210
CC du Fronsadais	17 712	18 180	18 630	19 010	19 290	19 420	19 420
CC du Grand Cubzaguais	37 566	40 390	43 110	45 920	47 690	49 240	50 570
CC du Grand Saint-Émilionnais	14 033	13 490	12 840	12 180	11 530	10 880	10 150
CC du Pays Foyen*	16 540	16 490	16 370	16 330	16 190	16 080	15 920
CC du Réolais en Sud Gironde	24 011	24 350	24 520	24 510	24 380	24 110	23 610
CC du Sud Gironde	39 775	41 220	42 560	43 710	44 410	44 600	44 630
CC du Val de l'Eyre	22 418	25 100	27 490	29 440	31 230	32 850	34 290
CC Jalle-Eau-Bourde	32 295	34 120	36 040	37 830	39 560	41 030	42 160
CC Latitude Nord Gironde	21 630	23 010	23 960	24 770	25 560	26 360	27 040
CC Les Coteaux Bordelais	22 075	23 650	25 260	26 770	28 050	29 240	30 380
CC Les Rives de la Laurence	28 873	30 180	31 330	32 450	33 290	34 030	34 550
CC Médoc Atlantique	28 306	30 250	32 290	34 290	36 290	38 180	40 010
CC Médoc Cœur de Presqu'île	30 896	31 410	31 690	31 920	32 120	32 330	32 320
CC Médoc Estuaire	30 654	33 090	34 850	36 400	37 980	39 380	40 640
CC Médullienne	22 484	24 200	25 920	27 110	28 230	29 260	30 160
CC rurales de l'Entre-Deux-Mers	16 615	16 730	16 830	16 850	16 690	16 440	16 110
Gironde*	1 677 818	1 763 070	1 837 120	1 898 300	1 946 550	1 985 320	2 014 450

* Y compris communes de Dordogne.

En cas d'utilisation de ces données, merci de préciser la source suivante : Christophe Bergouignan pour a'urba

Hypothèse basse

	2022	2027	2032	2037	2042	2047	2052
Bordeaux Métropole	843 738	882 800	906 080	916 320	915 870	909 310	898 850
CA Bassin d'Arcachon Sud	69 892	72 900	75 150	76 610	77 220	77 460	77 490
CA du Bassin d'Arcachon Nord	72 703	78 600	82 570	85 870	88 580	90 660	92 330
CA du Libournais	93 359	94 900	95 690	96 380	95 720	94 650	93 310
CC Castillon/Pujols*	19 047	18 840	18 410	17 880	17 320	16 580	15 860
CC Convergence Garonne	32 781	32 990	32 910	32 530	31 970	31 230	30 410
CC de Blaye	20 458	20 790	20 750	20 460	19 980	19 430	18 850
CC de l'Estuaire	16 099	16 350	16 110	15 850	15 420	14 930	14 310
CC de Montesquieu	47 276	51 370	53 990	55 590	56 830	57 720	58 280
CC des Portes de l'Entre-Deux-Mers	22 414	23 480	24 220	24 650	25 040	25 230	25 350
CC du Bazadais	15 905	16 030	16 000	15 900	15 610	15 290	14 850
CC du Créonnais	18 263	19 400	20 510	20 950	21 090	21 110	21 040
CC du Fronsadais	17 712	18 060	18 180	18 210	18 240	18 250	18 150
CC du Grand Cubzaguais	37 566	40 110	42 820	43 750	44 280	44 550	44 650
CC du Grand Saint-Émilionnais	14 033	13 400	12 670	11 930	11 110	10 260	9 430
CC du Pays Foyen*	16 540	16 410	16 230	15 990	15 710	15 370	15 010
CC du Réolais en Sud Gironde	24 011	24 220	24 130	23 920	23 620	23 090	22 470
CC du Sud Gironde	39 775	40 960	41 580	41 850	41 870	41 460	40 750
CC du Val de l'Eyre	22 418	24 870	26 860	28 110	29 070	29 810	30 400
CC Jalle-Eau-Bourde	32 295	33 740	35 170	36 020	36 680	37 080	37 200
CC Latitude Nord Gironde	21 630	22 870	23 400	23 630	23 750	23 820	23 730
CC Les Coteaux Bordelais	22 075	23 490	24 870	25 950	26 850	27 550	28 020
CC Les Rives de la Laurence	28 873	29 980	30 820	31 390	31 740	32 020	32 170
CC Médoc Atlantique	28 306	29 980	31 450	32 850	34 030	35 080	35 900
CC Médoc Cœur de Presqu'île	30 896	31 320	31 560	31 560	31 380	30 980	30 220
CC Médoc Estuaire	30 654	32 930	34 040	34 710	35 280	35 650	35 900
CC Médullienne	22 484	24 020	25 320	25 880	26 280	26 550	26 720
CC rurales de l'Entre-Deux-Mers	16 615	16 610	16 420	16 210	15 980	15 430	14 770
Gironde*	1 677 818	1 751 420	1 797 910	1 820 930	1 826 510	1 820 530	1 806 390

* Y compris communes de Dordogne.

En cas d'utilisation de ces données, merci de préciser la source suivante : Christophe Bergouignan pour a'urba

Scénario resserrement

	2022	2027	2032	2037	2042	2047	2052
Bordeaux Métropole	843 738	899 500	940 240	969 070	986 590	996 830	1 002 660
CA Bassin d'Arcachon Sud	69 892	73 310	76 320	79 160	81 240	82 720	83 680
CA du Bassin d'Arcachon Nord	72 703	77 030	79 610	82 050	84 260	86 070	87 570
CA du Libournais	93 359	94 500	95 240	94 740	94 170	93 300	92 190
CC Castillon/Pujols*	19 047	18 870	18 550	18 140	17 580	16 930	16 290
CC Convergence Garonne	32 781	32 720	32 510	32 040	31 560	30 970	30 230
CC de Blaye	20 458	20 640	20 460	20 150	19 650	19 120	18 490
CC de l'Estuaire	16 099	16 290	16 060	15 810	15 500	15 190	14 820
CC de Montesquieu	47 276	50 430	52 110	53 120	54 010	54 690	55 130
CC des Portes de l'Entre-Deux-Mers	22 414	23 120	23 510	23 740	24 010	24 150	24 250
CC du Bazadais	15 905	16 010	15 960	15 770	15 460	15 150	14 710
CC du Créonnais	18 263	19 070	19 850	20 100	20 130	20 100	19 920
CC du Fronsadais	17 712	17 850	17 780	17 710	17 500	17 260	17 020
CC du Grand Cubzaguais	37 566	39 590	41 460	41 990	42 280	42 420	42 450
CC du Grand Saint-Émilionnais	14 033	13 460	12 790	12 090	11 300	10 510	9 770
CC du Pays Foyen*	16 540	16 410	16 250	16 080	15 910	15 670	15 400
CC du Réolais en Sud Gironde	24 011	24 150	24 030	23 870	23 680	23 310	22 780
CC du Sud Gironde	39 775	40 570	41 280	41 820	41 800	41 600	41 360
CC du Val de l'Eyre	22 418	24 310	25 530	26 310	26 950	27 490	27 920
CC Jalle-Eau-Bourde	32 295	33 360	34 320	34 990	35 590	35 980	36 130
CC Latitude Nord Gironde	21 630	22 520	22 710	22 740	22 750	22 760	22 810
CC Les Coteaux Bordelais	22 075	22 980	23 870	24 640	25 350	25 950	26 350
CC Les Rives de la Laurence	28 873	29 520	29 930	30 240	30 460	30 680	30 810
CC Médoc Atlantique	28 306	29 880	31 300	32 810	34 190	35 500	36 580
CC Médoc Cœur de Presqu'île	30 896	31 150	31 180	31 020	30 810	30 310	29 750
CC Médoc Estuaire	30 654	32 350	32 900	33 230	33 600	33 840	34 030
CC Médullienne	22 484	23 650	24 450	24 730	24 950	25 120	25 230
CC rurales de l'Entre-Deux-Mers	16 615	16 570	16 350	16 050	15 650	15 150	14 590
Gironde*	1 677 818	1 759 780	1 816 550	1 854 190	1 876 960	1 888 780	1 892 920

* Y compris communes de Dordogne.

En cas d'utilisation de ces données, merci de préciser la source suivante : Christophe Bergouignan pour a'urba

Scénario desserrement

	2022	2027	2032	2037	2042	2047	2052
Bordeaux Métropole	843 738	874 210	890 220	897 260	896 310	890 790	882 910
CA Bassin d'Arcachon Sud	69 892	73 300	76 290	79 120	81 190	82 640	83 570
CA du Bassin d'Arcachon Nord	72 703	80 910	87 250	92 990	98 140	102 610	106 570
CA du Libournais	93 359	96 650	99 600	101 000	102 090	102 660	102 820
CC Castillon/Pujols*	19 047	19 030	18 890	18 620	18 180	17 620	17 060
CC Convergence Garonne	32 781	33 520	34 120	34 350	34 460	34 350	34 000
CC de Blaye	20 458	21 110	21 420	21 530	21 370	21 130	20 730
CC de l'Estuaire	16 099	16 460	16 400	16 300	16 120	15 920	15 640
CC de Montesquieu	47 276	52 660	56 690	59 810	62 540	64 820	66 660
CC des Portes de l'Entre-Deux-Mers	22 414	24 030	25 340	26 380	27 370	28 100	28 730
CC du Bazadais	15 905	16 210	16 370	16 360	16 200	16 020	15 680
CC du Créonnais	18 263	19 880	21 510	22 490	23 160	23 660	23 920
CC du Fronsadais	17 712	18 420	18 920	19 350	19 550	19 630	19 690
CC du Grand Cubzaguais	37 566	41 270	44 940	47 020	48 670	49 980	51 040
CC du Grand Saint-Émilionnais	14 033	13 460	12 790	12 080	11 290	10 500	9 760
CC du Pays Foyen*	16 540	16 540	16 500	16 440	16 370	16 220	16 030
CC du Réolais en Sud Gironde	24 011	24 450	24 620	24 730	24 780	24 610	24 240
CC du Sud Gironde	39 775	41 900	43 950	45 650	46 620	47 290	47 800
CC du Val de l'Eyre	22 418	25 880	28 720	30 930	32 820	34 420	35 790
CC Jalle-Eau-Bourde	32 295	34 420	36 470	38 080	39 500	40 600	41 370
CC Latitude Nord Gironde	21 630	23 400	24 490	25 310	26 010	26 620	27 210
CC Les Coteaux Bordelais	22 075	24 150	26 210	28 010	29 600	30 950	32 020
CC Les Rives de la Laurence	28 873	30 640	32 200	33 520	34 610	35 570	36 340
CC Médoc Atlantique	28 306	30 590	32 710	34 840	36 810	38 650	40 230
CC Médoc Cœur de Presqu'île	30 896	31 630	32 180	32 480	32 680	32 530	32 280
CC Médoc Estuaire	30 654	33 760	35 750	37 350	38 830	40 050	41 080
CC Médullienne	22 484	24 710	26 630	27 890	28 980	29 900	30 670
CC rurales de l'Entre-Deux-Mers	16 615	16 770	16 750	16 630	16 380	16 000	15 530
Gironde*	1 677 818	1 759 950	1 817 910	1 856 520	1 880 630	1 893 860	1 899 380

* Y compris communes de Dordogne.

